

Analyse des recettes, dépenses professionnelles et
revenus des médecins libéraux d'Ile de France

Année 1997

Mars 2000

Sommaire

Introduction	3
Avertissement	4
Eléments de démographie	6
1 Analyse des recettes, dépenses professionnelles et revenus des médecins libéraux d'Ile de France en 1997	10
1-1 Toutes spécialités	11
1-2 Médecins généralistes	16
1-3 Médecins spécialistes	19
2 Evolution depuis 1990 des recettes, dépenses professionnelles et revenus des médecins libéraux d'Ile de France	22
2-1 Moyenne francilienne	23
2-2 Evolution par département	27
3 Analyse des dépenses professionnelles par grands postes	36
3-1 Ventilation des dépenses professionnelles des médecins libéraux par grands postes	37
3-2 Détail par poste	39
Conclusion	46
Annexes	47
Table des graphiques et tableaux	53

Introduction

Créée par la loi 93.8 du 4 janvier 1993 et régie par le droit privé, l'Union Régionale des Médecins exerçant à titre libéral en Ile-de-France est au service de l'ensemble des médecins libéraux de la région, au nombre de 25 000 (soit un quart de l'effectif national).

La commission Conditions d'exercice de l'URML d'Ile-de-France a pour mission l'analyse et le suivi des modalités spécifiques de l'exercice libéral de la médecine sur la région.

Elle réalise ainsi chaque année une analyse des recettes, charges professionnelles et bénéfiques des médecins libéraux franciliens, dans le but de tenir ces derniers informés sur les revenus de la profession en Ile-de-France et dans ses huit départements, comparativement aux données nationales. En 2000, l'étude porte sur les données concernant l'année 1997. Une évolution des recettes, charges et bénéfiques depuis 1990 est également présentée.

L'Union des Médecins Libéraux d'Ile de France remercie les services du Ministère du Budget de lui avoir transmis les données nécessaires à la réalisation de la présente étude.

Avertissement

Sources

Les informations utilisées sont issues de l'exploitation informatique des déclarations de bénéficiaires non commerciaux, souscrites par les déclarants relevant de l'impôt sur le revenu selon le régime de la déclaration contrôlée. Elles concernent l'année 1997, dernière année pour laquelle les informations sont actuellement disponibles.

Champ

Le dénombrement pris en compte correspond au nombre de déclarations n° 2035 déposées et exploitées.

Les informations concernent l'ensemble des praticiens, qu'ils exercent à temps complet ou à temps partiel.

Pour une création ou une cessation en cours d'année, les données correspondent à une période d'activité réelle du redevable (il n'y a pas de recalage statistique pour présenter des données en année pleine).

Les statistiques tirées des déclarations de revenus professionnels non commerciaux, déclarations n° 2035, ne permettent pas de fournir le montant des salaires perçus par les médecins, au titre d'activités médicales ou autres.

Contraintes méthodologiques

Les règles du secret statistique propres aux déclarations de revenus¹ (les informations ne sont pas communicables lorsqu'elles se réfèrent à une catégorie regroupant moins de 11 redevables ou dont une des informations représente plus de 85 % du total) ont conduit à limiter l'information au niveau des deux groupes : médecins généralistes et médecins spécialistes. Cette distinction n'est possible que depuis 1995, aussi les statistiques d'évolution sont présentées globalement (médecins généralistes et spécialistes confondus).

La notion de déclarant se réfère à l'entité soumise à l'obligation de déposer une déclaration fiscale de bénéfice professionnel. Dans le cas d'une société, la déclaration est souscrite au nom de la société par le représentant légal de celle-ci et non par chacun de ses membres bien que l'imposition à l'impôt sur le revenu soit établie au nom de ces derniers, chacun pour sa quote-part.

¹ Source : Ministère du Budget.

Un déclarant peut donc être un groupement de médecins (cabinet médical) ou un médecin exerçant à titre individuel. Cela conduit à une sous-estimation du nombre de déclarants et donc une surestimation du revenu moyen par déclarant.

Présentation des données

Les statistiques de revenus des médecins libéraux sont présentées ici de manière la plus neutre possible. Il s'agit d'assurer à l'analyse une objectivité incontestable.

En effet, l'Union Régionale des Médecins Libéraux d'Ile de France a pour mission de restituer à ses mandants les informations qui les concernent. Ceux-ci sont ensuite libres de pousser plus loin l'analyse amorcée par l'URML IDF, en particulier en s'appuyant sur d'autres données que celles présentées dans l'étude.

Eléments de démographie

Démographie médicale francilienne

L'Ile de France comptait en 1997 selon la CNAMTS, **24 461 médecins libéraux** (dont 10 659 généralistes, soit 43,6%, et 13 802 spécialistes, soit 56,4%). Avec un quart de l'effectif national, la région francilienne présente la plus forte densité de praticiens : on y compte **221 médecins libéraux pour 100 000 habitants** (contre 194 en France entière).

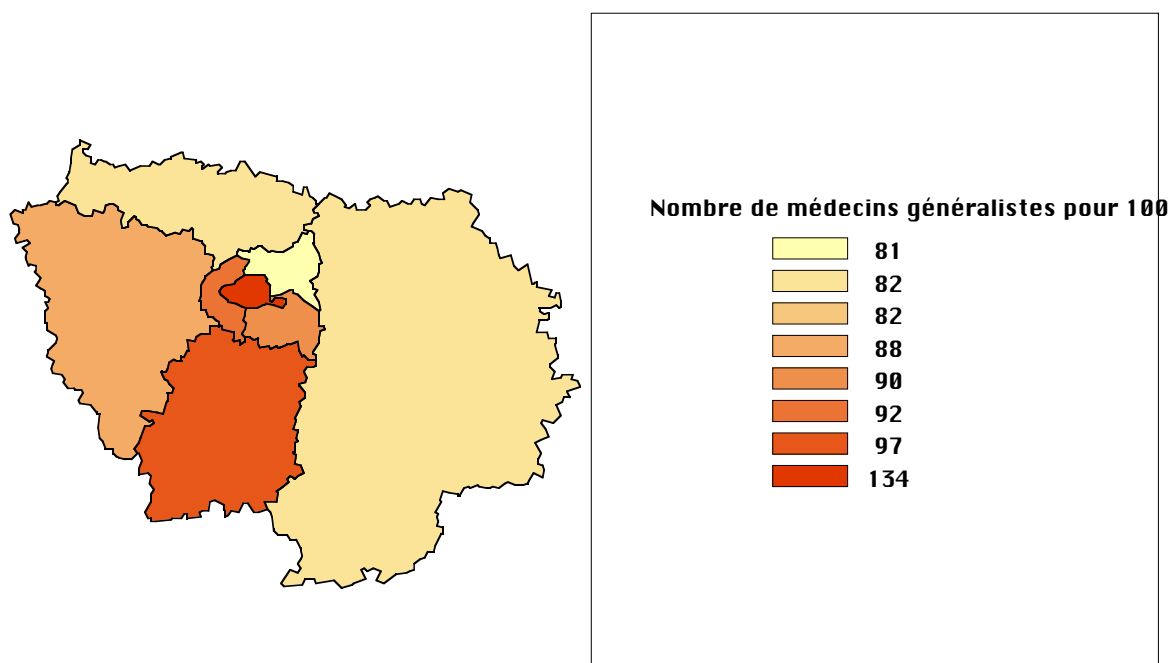
Cette remarque est particulièrement vérifiée chez les **spécialistes** : ils sont **125 pour 100 000 en Ile de France, contre 91 sur le territoire national**.

Au contraire, les médecins généralistes sont moins densément présents en région parisienne qu'en France : 96 contre 103 pour 100 000 habitants.

Les évolutions démographiques laissent présager une diminution générale des densités de médecins libéraux en Ile de France, surtout chez les médecins généralistes.

Graphique 1 :

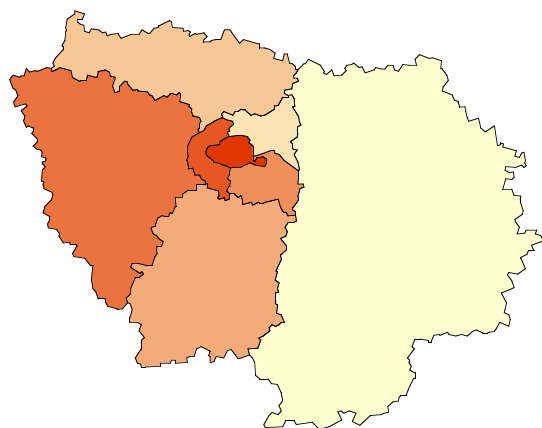
Densité des médecins libéraux généralistes au 1er janvier 1998



Sources : CNAMTS - 1999

Graphique 2 :

Densité des médecins libéraux spécialistes au 1er



Nombre de médecins spécialistes pour 11

67
77
78
84
99
103
129
262

Sources : CNAMTS - 1999

janvier 1998

Mode de conventionnement :

Les médecins libéraux sont soumis à une politique conventionnelle : une convention signée entre les syndicats de médecins et les caisses d'assurance maladie fixe les tarifs de remboursement des soins aux assurés sociaux. Les médecins libéraux franciliens sont presque tous conventionnés (98,9 % en 1998)¹.

En France, au 1er janvier 1998, les médecins de secteur 2 regroupent 25 % des médecins libéraux.

En Ile de France, le secteur 2 est sur-dimensionné (45 %) comparativement à la moyenne nationale, particulièrement à Paris (55,7 %), en Seine et Marne (46,5 %) dans les Yvelines (46,7 %) et dans les Hauts de Seine (46,5 %).

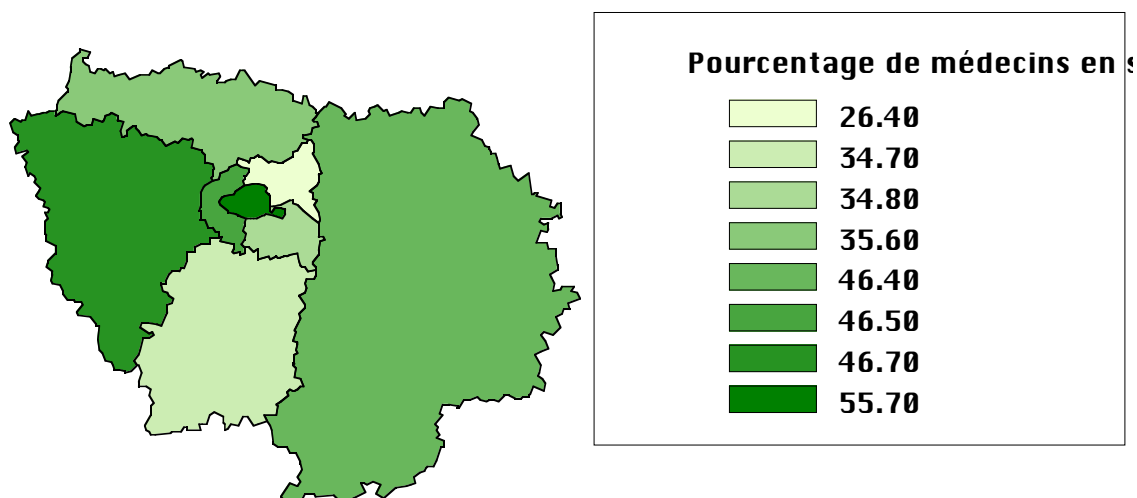
On compte en Ile de France 3,6 % de DP (contre 2 % France) là encore principalement à Paris (6,6%) et dans les Hauts de Seine (4 %). La part de médecins non conventionnés (1 %) est un peu plus élevée qu'en moyenne nationale (0,4 %) - Paris : 2,4 %, Hauts de Seine : 0,9 %.

Depuis 1990, seul un nombre limité de nouveaux médecins peut accéder au secteur conventionnel 2, et le passage de médecins antérieurement en secteur 1 n'est plus possible. Aussi, l'évolution des effectifs de médecins exerçant en secteur 2 ne peut être que décroissante dans les années à venir.

¹Les secteurs conventionnels des médecins libéraux sont les suivants :
secteur 1 : médecins conventionnés avec tarifs fixés par convention nationale
secteur 2 : médecins conventionnés avec honoraires libres (secteur créé en 1980)
DP : médecins conventionnés disposant d'un droit permanent au dépassement d'honoraires (secteur supprimé en 1980), qui représente 2 % des médecins libéraux en 1997 (France).

Graphique 3 :

Pourcentage de médecins libéraux installés en secteur 2 au 1er janvier 1998



Sources : CNAMTS - 1999

Structure socio-démographique de la population francilienne

La région Ile de France comptait au recensement de 1999, **10 952 011 habitants**, soit **18,2 % de la population française**. L'Ile de France a vu sa population accrue de 2,7 % par rapport à 1990 (contre 3,6 % en moyenne nationale)¹. La croissance démographique de la région est assurée par une forte natalité, essentiellement dans les départements de grande couronne (Val d'Oise, Seine et Marne) et en Seine Saint Denis. C'est en effet dans ces départements que l'on trouve la plus forte proportion d'adultes en âge de procréer (18 à 49 ans). Ce phénomène s'accompagne d'un mouvement migratoire du centre de la région vers la périphérie des familles nombreuses ou nouvellement constituées.

Les départements du centre de la région, surtout Paris, sont habités par une population vieillissante, souvent isolée (a contrario des départements de grande couronne ou de la Seine Saint Denis constitués majoritairement de familles).

La région Ile de France est traditionnellement un bassin d'emploi où la population active est la plus nombreuse et les taux de chômage les plus bas. On observe néanmoins une précarité croissante, plus forte dans certains départements : à Paris, mais aussi en Seine Saint Denis et dans le Val d'Oise, les taux de chômage sont plus élevés qu'en Essonne ou dans les Yvelines. En Seine Saint Denis, le chômage est même supérieur à la moyenne nationale.

¹ Sources : Recensements généraux de la population de 1990 et 1999 - INSEE.

Il était important d'examiner la situation démographique de l'Ile-de-France avant de présenter les données brutes relatives aux recettes, charges et bénéfices des médecins.

En effet, différents facteurs interviennent dans la détermination du revenu moyen des médecins libéraux franciliens :

- la structure et la répartition de la population médicale;**
- le sur-dimensionnement du secteur 2 en Ile-de-France;**
- la situation socio-démographique de la population francilienne.**

De plus, pour chacun de ces trois éléments, les disparités infra-régionales sont susceptibles de fournir un éclairage sur les différences de revenus entre les départements.

PARTIE 1

Les recettes, dépenses professionnelles
et revenus des médecins libéraux d'Ile de
France en 1997

1 - 1

Toutes spécialités

L'observation du graphique ci-dessous permet de formuler trois remarques importantes:

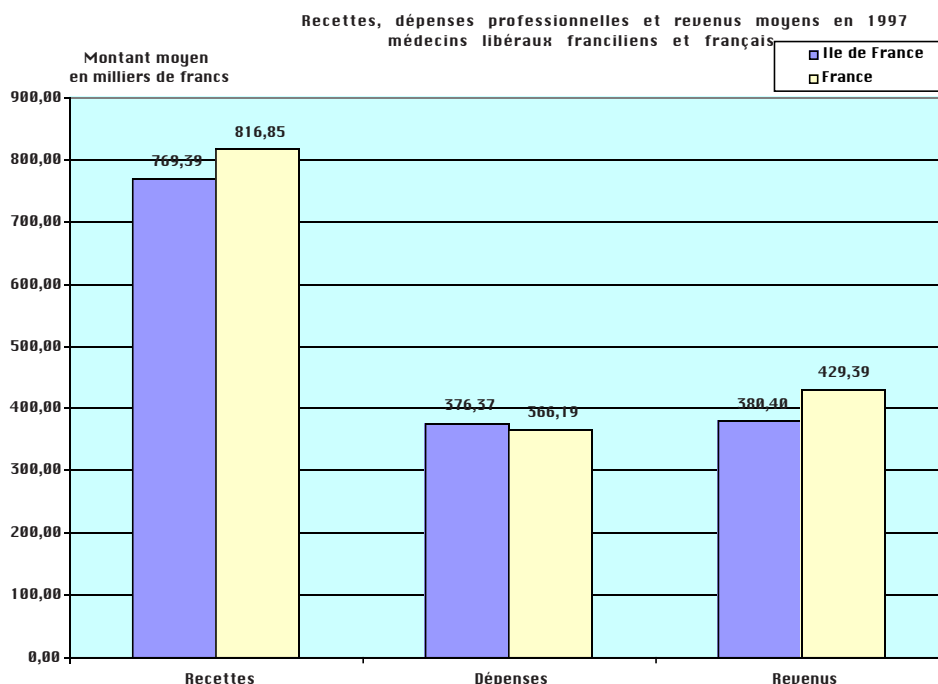
- d'une part, les médecins libéraux franciliens ont des **recettes moyennes inférieures** à celles de leurs confrères au niveau national (770 000 contre 817 000 francs annuels);

- d'autre part, les médecins libéraux ont des **dépenses professionnelles plus élevées** en Ile-de-France qu'en France entière (376 400 contre 366 200 francs);

- ainsi, deux facteurs se conjuguent pour arriver à la conclusion suivante : les **revenus des médecins libéraux franciliens sont inférieurs** à ceux de l'ensemble des médecins libéraux français : **380 400 contre 429 400 francs, soit une différence de 11,4%**.

Ces éléments confirment la **tendance observée depuis 1990** (cf. tableaux en annexe, pages 50-51). Ils permettent de s'interroger sur l'attrait de la région parisienne pour les médecins libéraux cherchant à s'installer.

Graphique 4 :

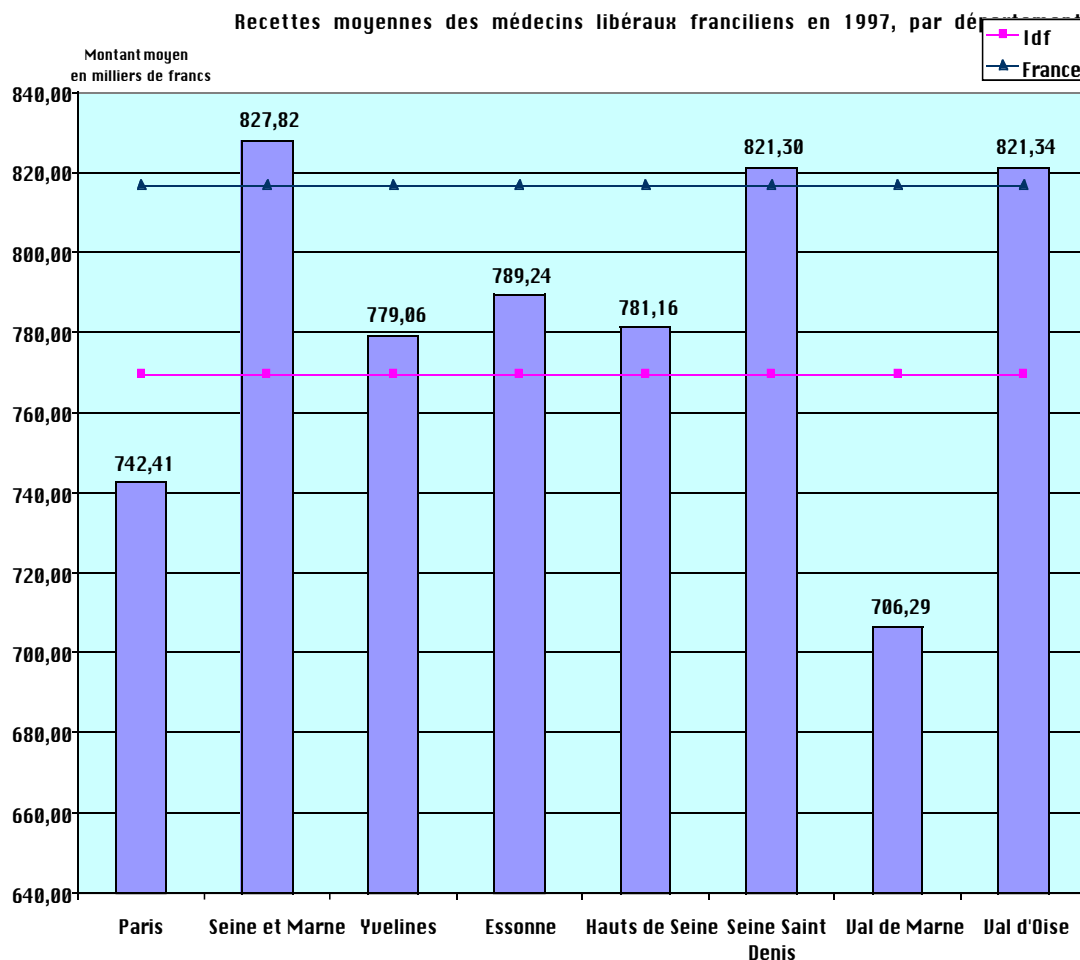


Analyse des recettes

Comme nous l'avons remarqué plus haut, les recettes des médecins libéraux franciliens sont inférieures à celles de l'ensemble des médecins libéraux français, à hauteur de **5,8%**.

Des disparités sont observées au niveau départemental : en particulier, **c'est en Seine et Marne, en Seine Saint Denis et dans le Val d'Oise que les recettes moyennes des médecins libéraux sont les plus élevées** (légèrement supérieures à la moyenne nationale) alors qu'à **Paris et dans Val de Marne, les recettes sont inférieures à la moyenne régionale**. Les autres départements (Yvelines, Essonne, Hauts de Seine) se situent entre les moyennes régionale et nationale.

Graphique 5 :



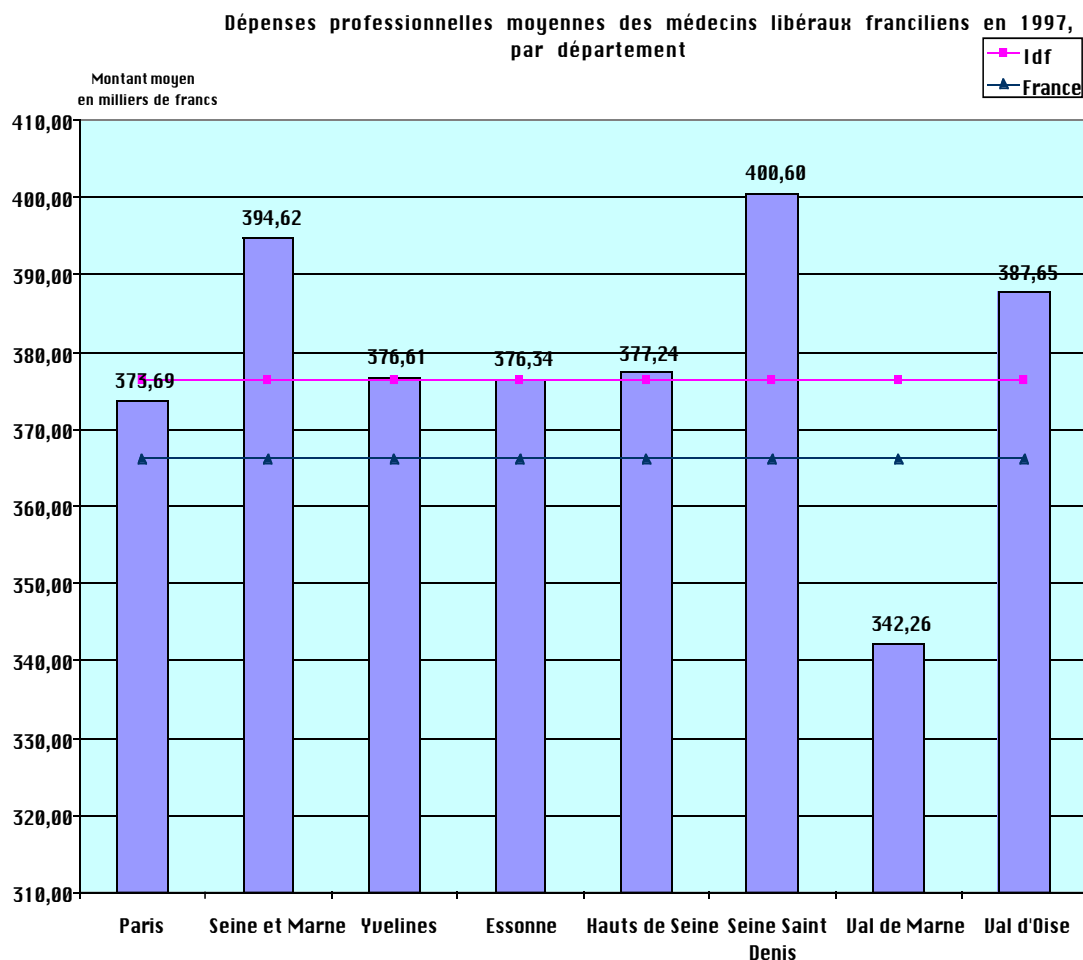
Analyse des dépenses professionnelles

Les dépenses professionnelles des médecins libéraux franciliens dépassent légèrement (de **2,7%**) celles de l'ensemble des médecins libéraux français.

Là encore, on remarque des disparités entre les départements de la région: la **Seine et Marne, la Seine Saint Denis et le Val d'Oise**, où les recettes sont les plus importantes, affichent également les **dépenses moyennes par médecin les plus élevées** (au-delà de la moyenne régionale). Les Yvelines, l'Essonne, les Hauts de Seine et Paris se situent très près de la moyenne francilienne. Enfin, le département du **Val de Marne** affiche des dépenses moyennes **nettement inférieures aux moyennes régionale et nationale**.

L'analyse par grands postes (partie 3) permet de comprendre les disparités infra-régionales observées.

Graphique 6 :

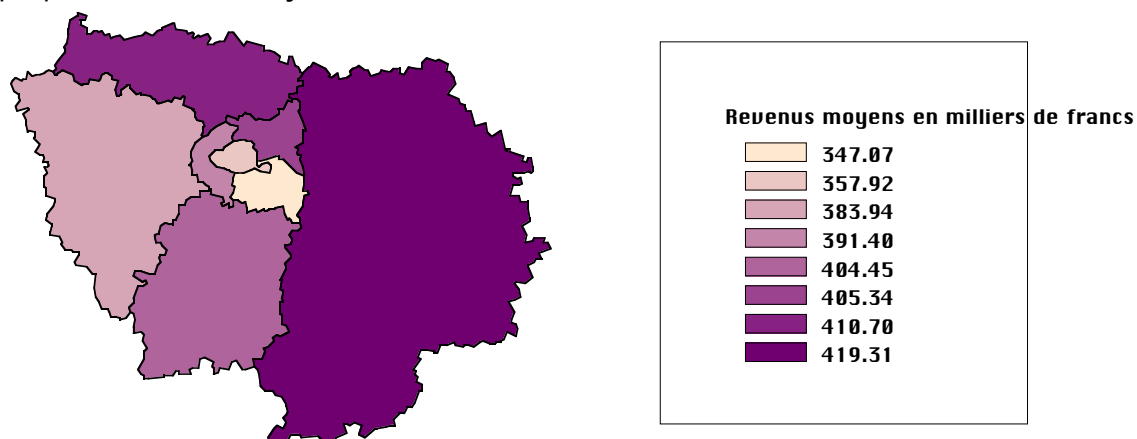


Analyse des revenus

Les revenus sont plus élevés en France qu'en Ile de France, et que dans chacun des départements de la région (ce constat est valable à la fois pour les généralistes et pour les spécialistes, comme nous le verrons plus loin). C'est dans les départements de **grande couronne** que l'on trouve les plus hauts revenus de la région (à l'exception des Yvelines), mais aussi en **Seine Saint Denis** (département à forte densité démographique).

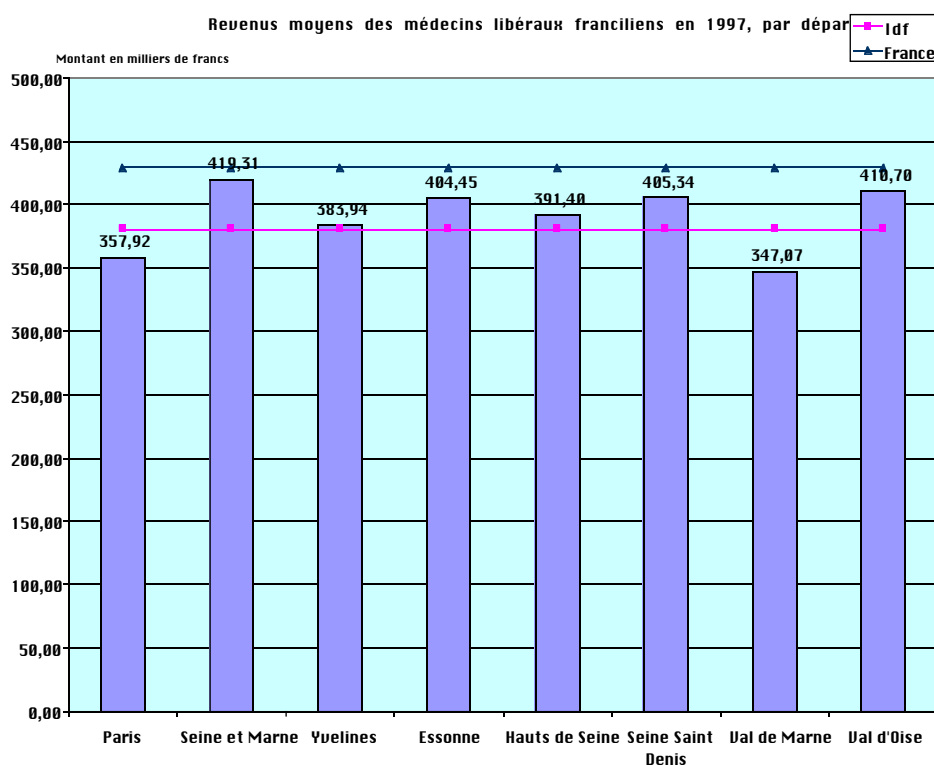
Les revenus sont les plus bas à Paris et dans le Val de Marne - inférieurs respectivement de 6 % et 8,7 % à la moyenne francilienne et de 16,6 % et 19,2 % à la moyenne nationale.

Graphique 7 : Revenus moyens des médecins libéraux franciliens en milliers de francs



Sources : Ministère du Budget - 2000

Graphique 8 :



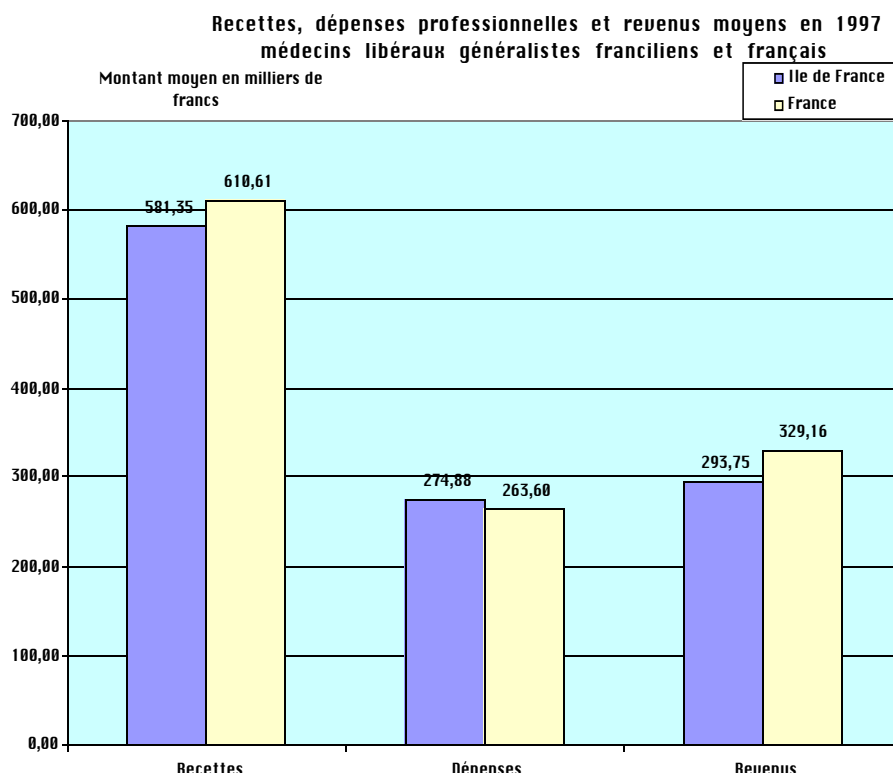
1 - 2

Médecins généralistes

Les médecins libéraux généralistes franciliens ont des revenus de 10,7 % inférieurs à ceux de leurs collègues de France entière.

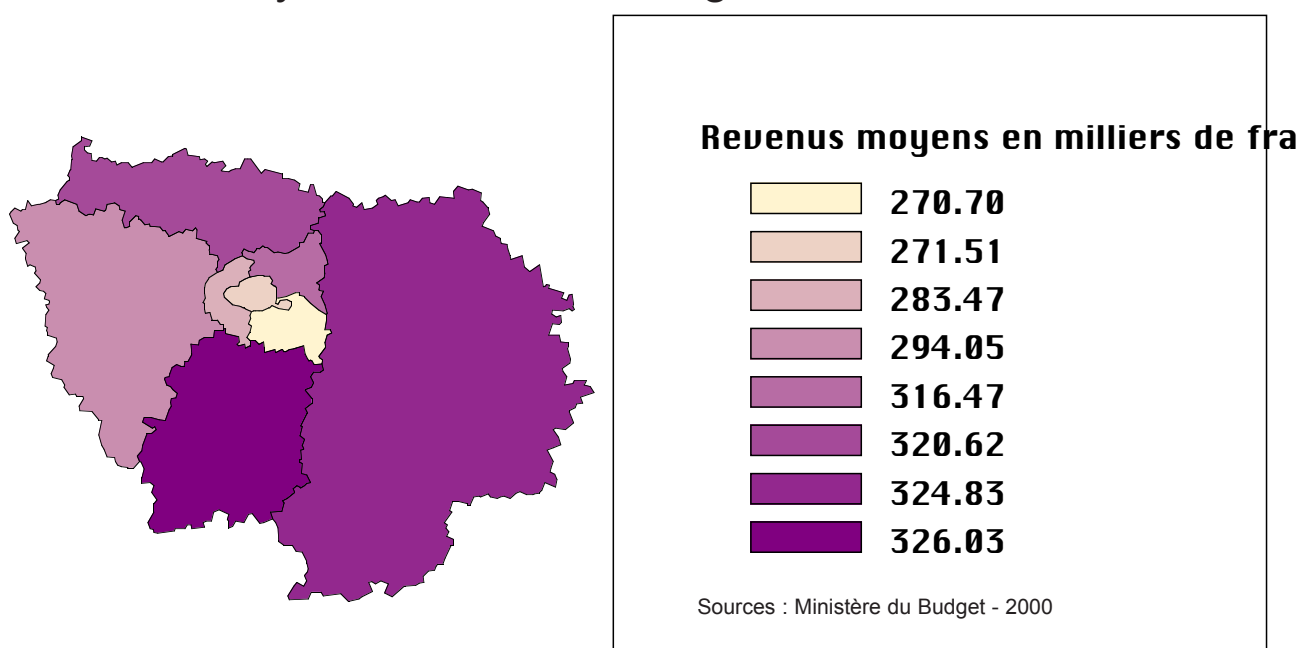
A l'échelon départemental (cf. page suivante), on constate là encore que les revenus des médecins généralistes du centre sont inférieurs à ceux de la périphérie : **à Paris, dans les Hauts de Seine et le Val de Marne, les revenus sont inférieurs à la moyenne régionale.**

Graphique 9 :

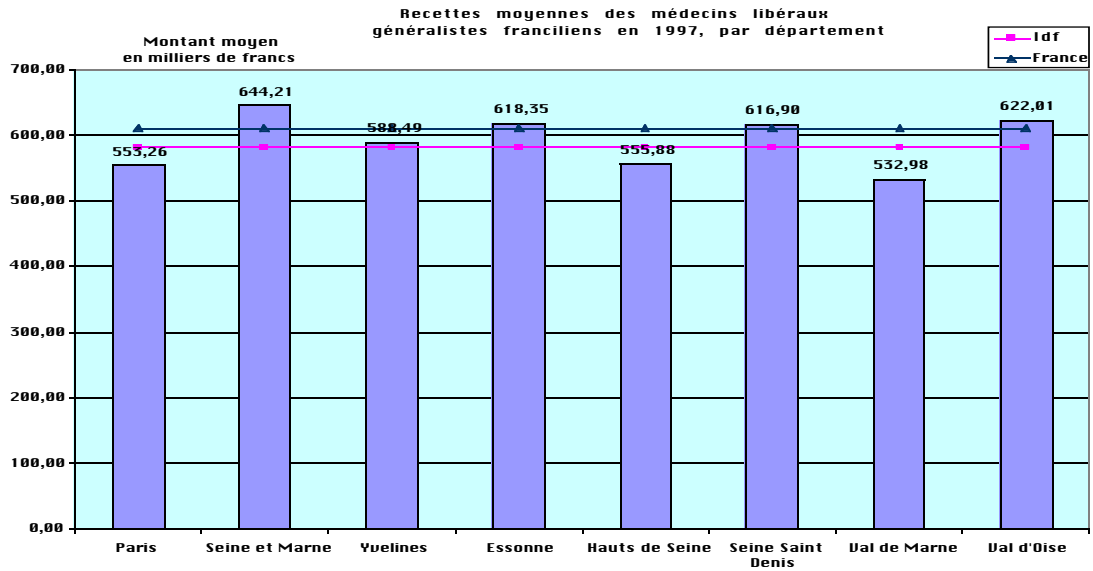


Graphique 10 :

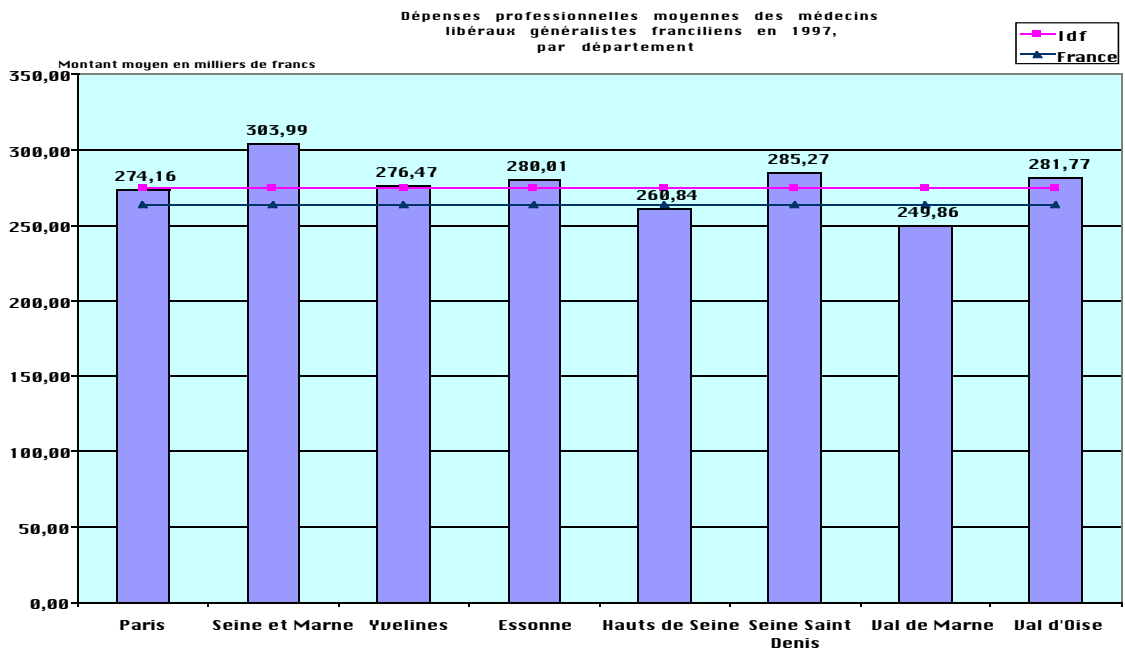
Revenus moyens des médecins généralistes en 1997



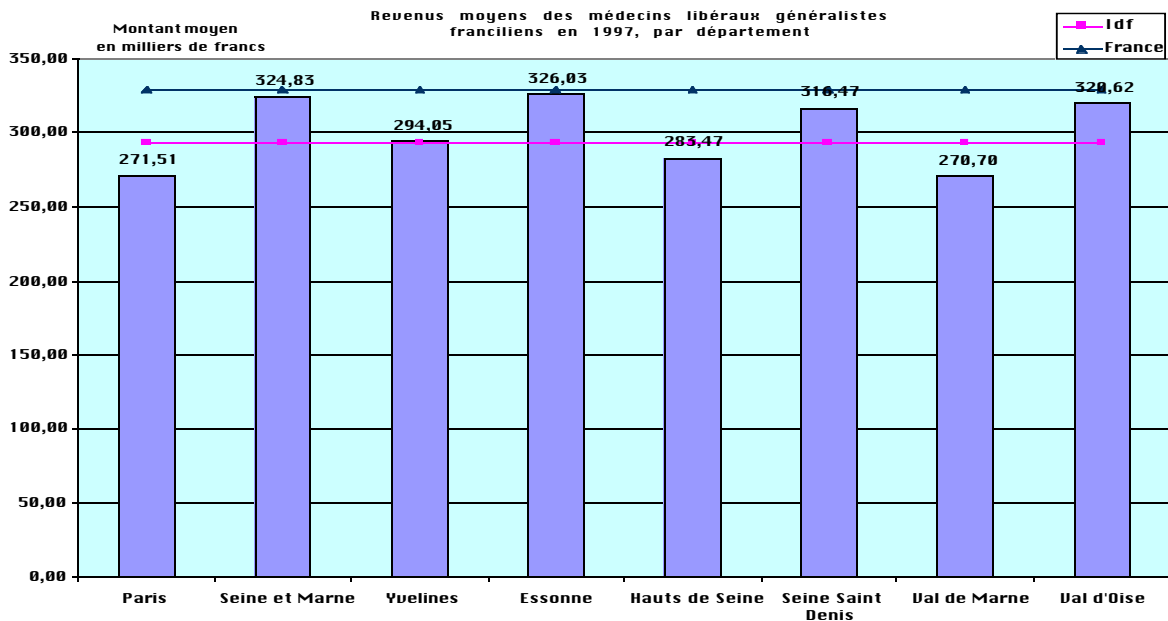
Graphique 11 :



Graphique 12 :



Graphique 13 :



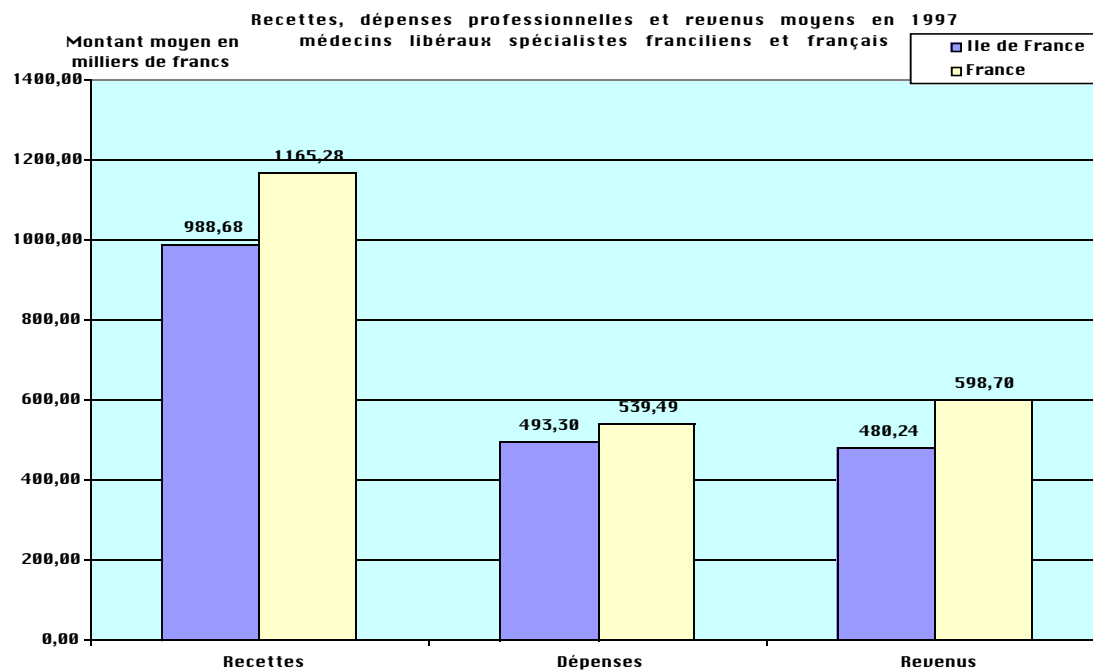
1 - 3

Médecins spécialistes

Les médecins libéraux spécialistes d'Ile de France ont des revenus de 19,8 % inférieurs à ceux de l'ensemble des médecins libéraux spécialistes français.

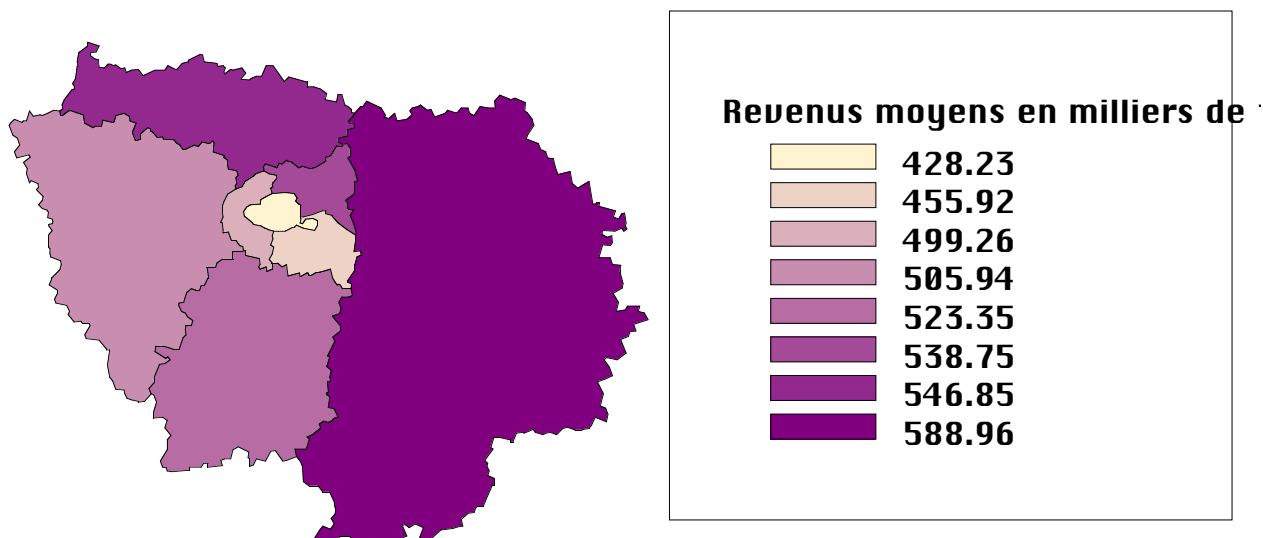
Pour les médecins spécialistes comme pour les généralistes, c'est en Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis, Val d'Oise et Essonne que les revenus des médecins sont les plus élevés. De même, c'est à Paris et dans le Val-de-Marne que les revenus sont les plus bas.

Graphique 14 :



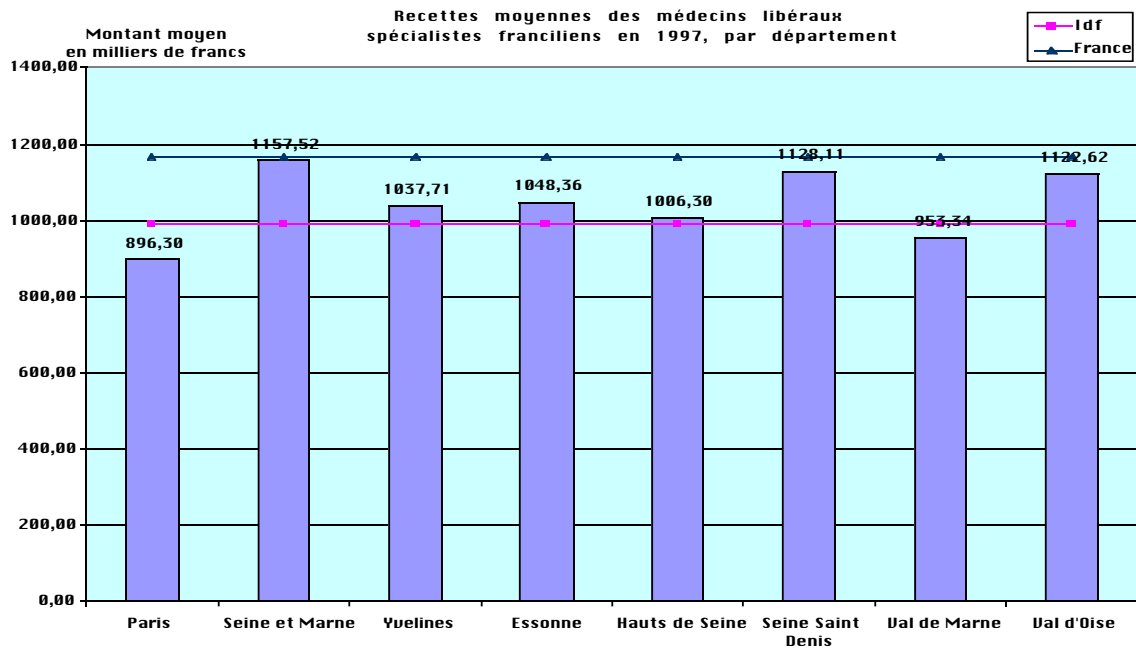
Graphique 15 :

Revenus moyens des médecins spécialistes en 1997

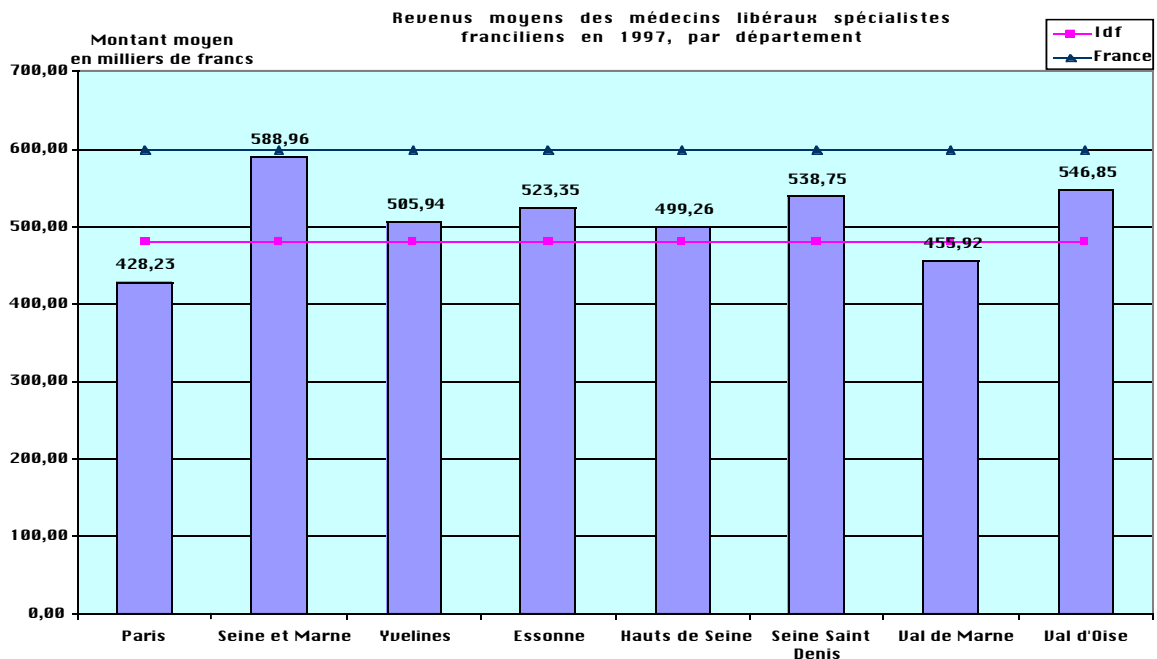
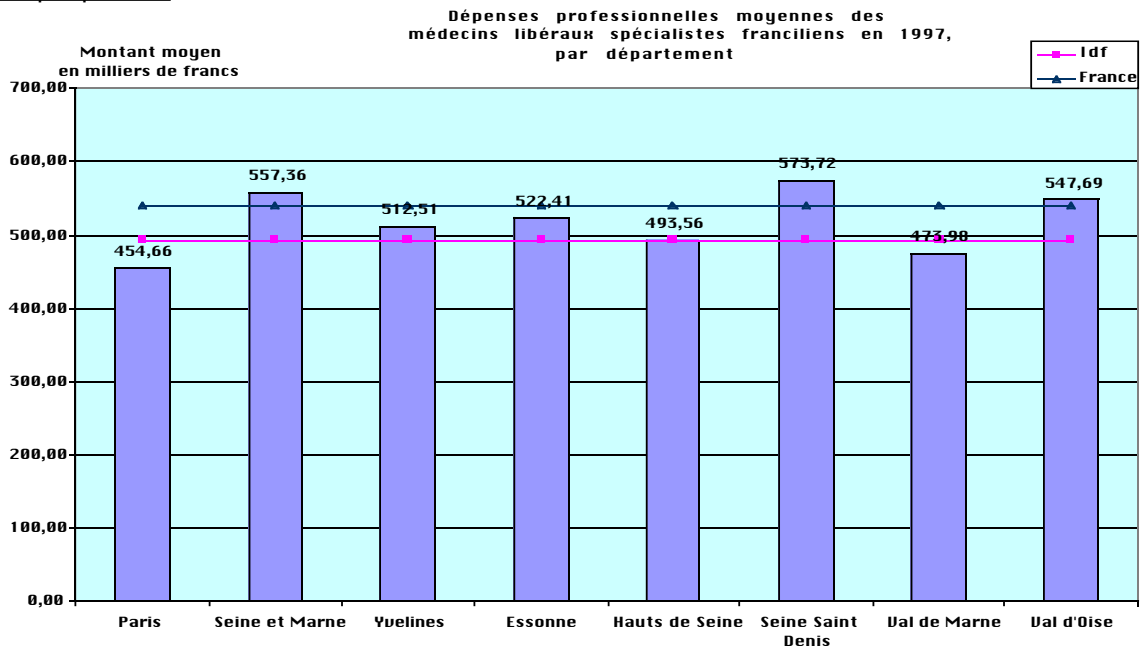


Sources : Ministère du Budget - 2000

Graphique 16 :



Graphique 17 :



PARTIE 2

Evolution depuis 1990 des recettes,
dépenses professionnelles et revenus
des médecins libéraux d'Ile de France

2 - 1

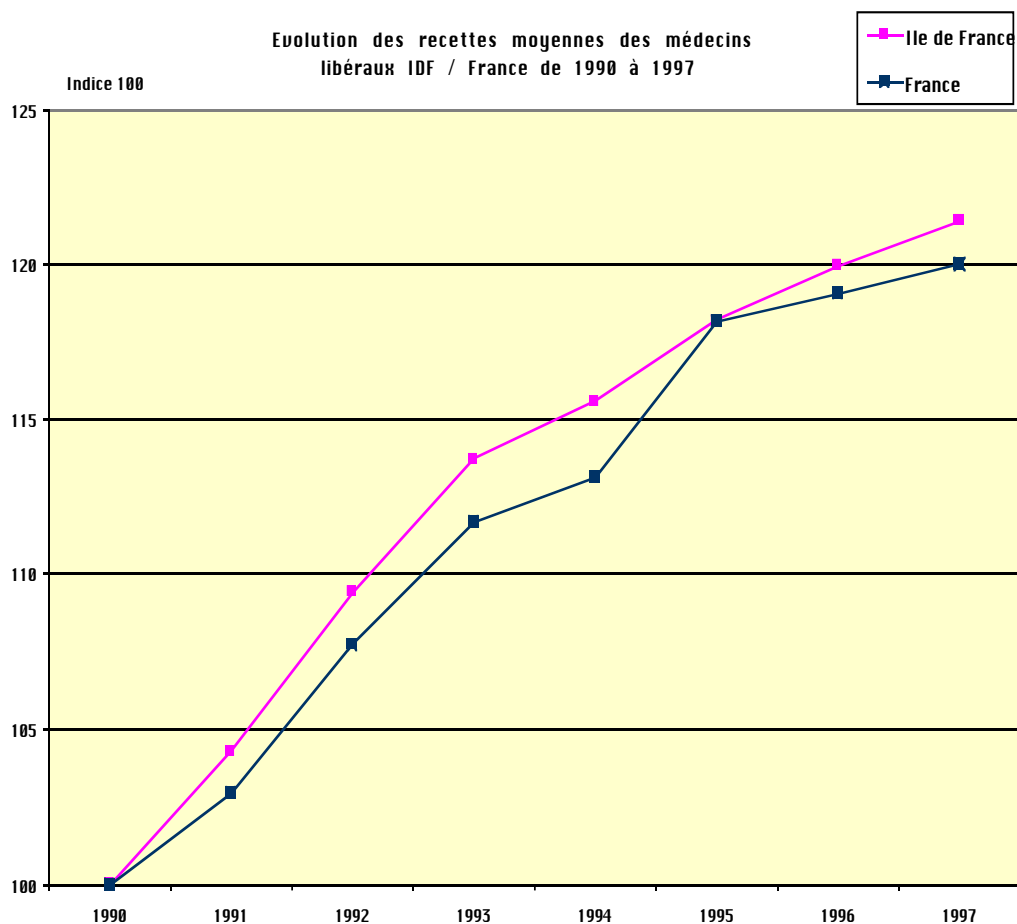
Moyenne francilienne

Evolution des recettes moyennes des médecins libéraux depuis 1990

Les **recettes des médecins franciliens sont inférieures, sur l'ensemble de la période**, aux recettes moyennes de l'ensemble des médecins français (voir tableaux en annexe, pp. 50-51).

L'observation de la courbe depuis 1990 permet de constater qu'à l'exception de l'exercice 1995, **les recettes évoluent plus rapidement en Ile de France** qu'en France entière.

Graphique 19 :

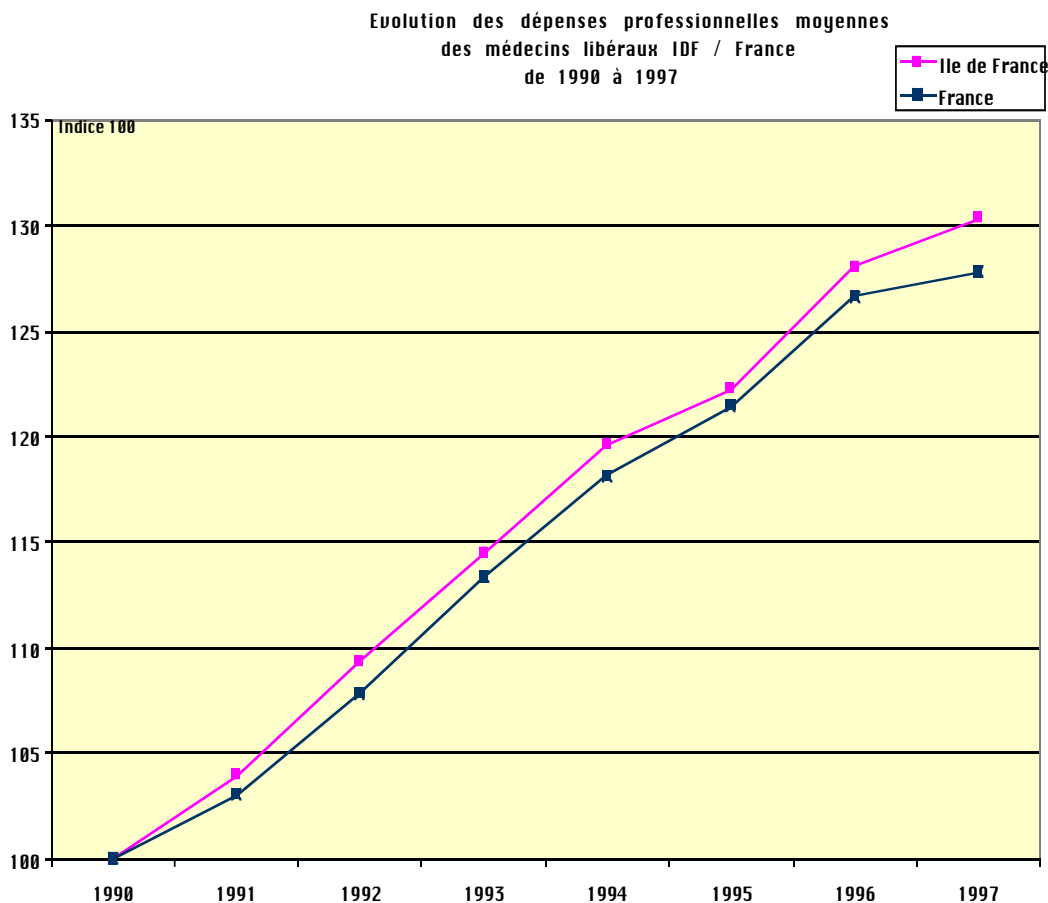


Evolution des dépenses professionnelles moyennes des médecins libéraux depuis 1990

Les évolutions des dépenses professionnelles des médecins libéraux franciliens et français sur la période 1990-1997 sont similaires.

L'écart entre l'Île de France et la France s'est toutefois légèrement creusé depuis 1990, au détriment de **la région francilienne où les dépenses ont augmenté plus rapidement.**

Graphique 20 :



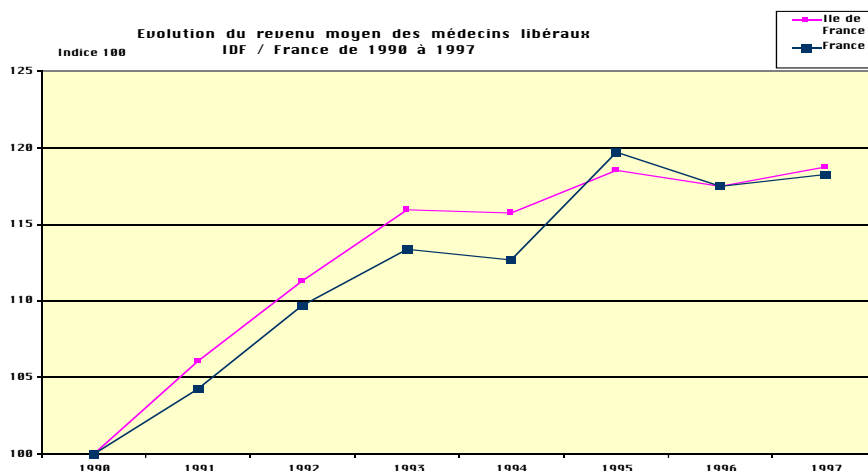
Evolution du revenu moyen des médecins libéraux depuis 1990

Après avoir augmenté de 1990 à 1993, puis diminué en 1994, puis augmenté en 1995, **les revenus moyens des médecins libéraux ont évolué à la baisse entre 1995 et 1996** (tendance à mettre en regard avec les décisions politiques prises sur cette période), puis **à la hausse entre 1996 et 1997**.

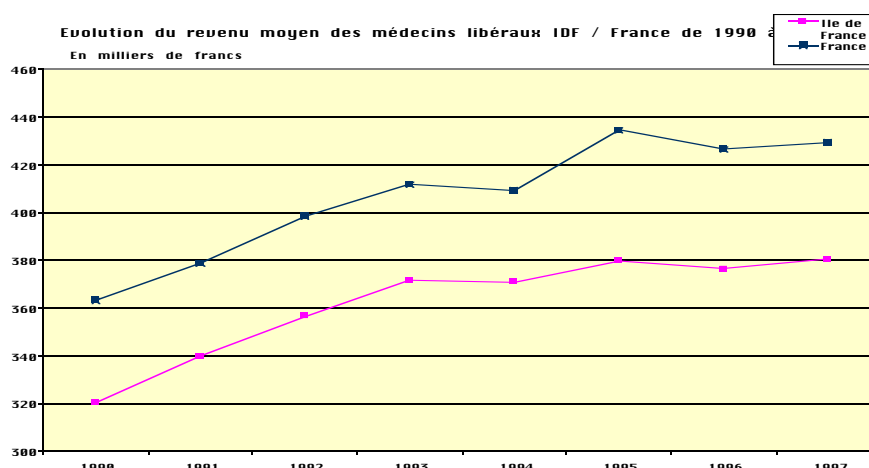
La croissance des revenus des médecins au cours de cette dernière année a été légèrement plus forte en Ile de France qu'en France entière.

De façon globale, retenons que la croissance des revenus des médecins libéraux, en Ile-de-France comme en France, s'est infléchie sur la période 1990-1997. Ceci peut être expliqué par l'augmentation du poids des charges sur les recettes (de 45,6% en 1990 à 48,9 % en 1997 pour l'Ile de France).

Graphique 21 :



Graphique 22 :

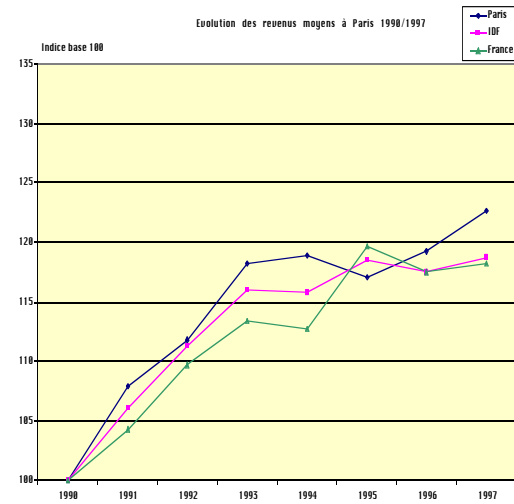
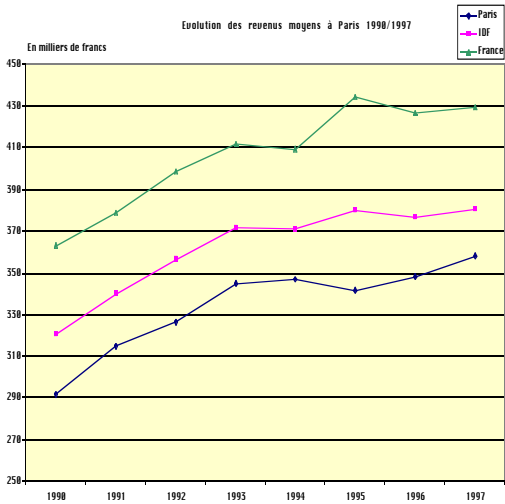
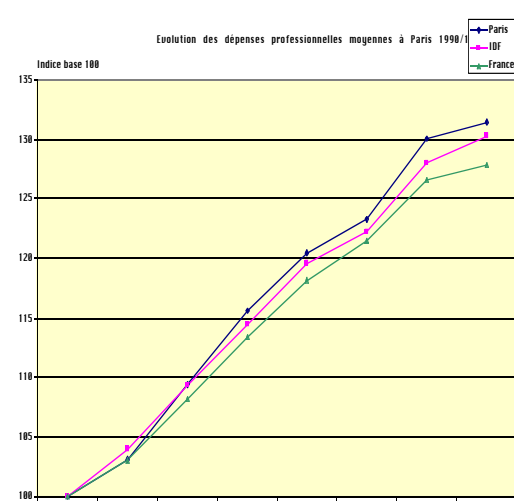
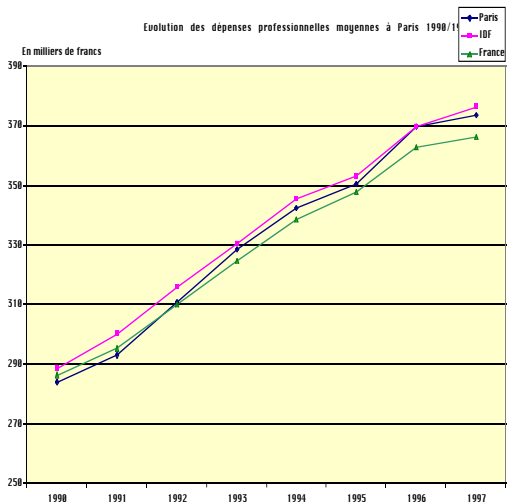
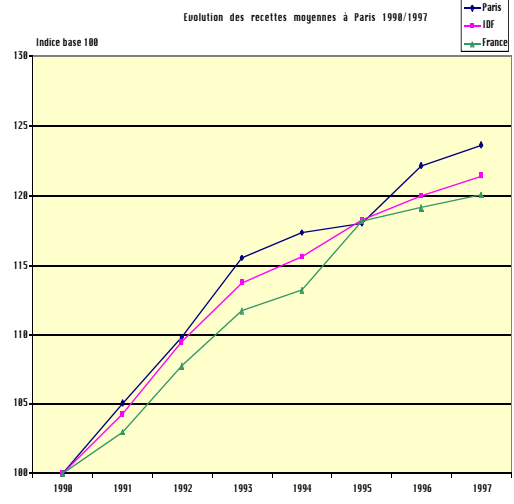
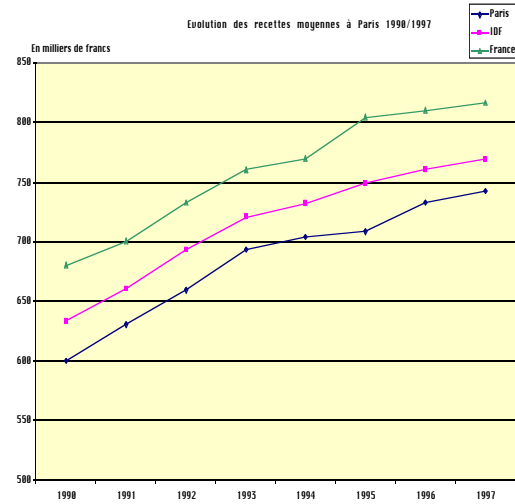


2 - 2

Evolution par département

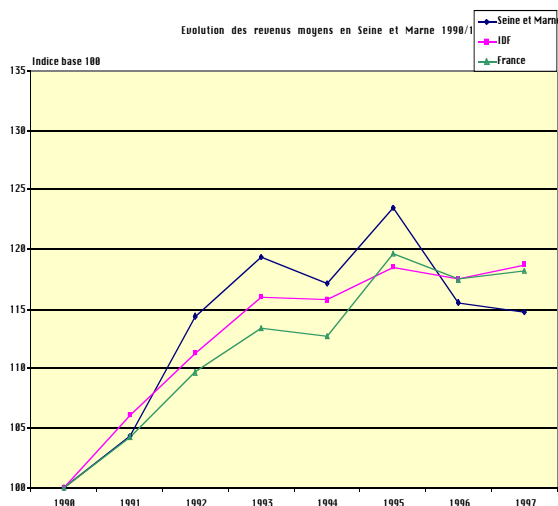
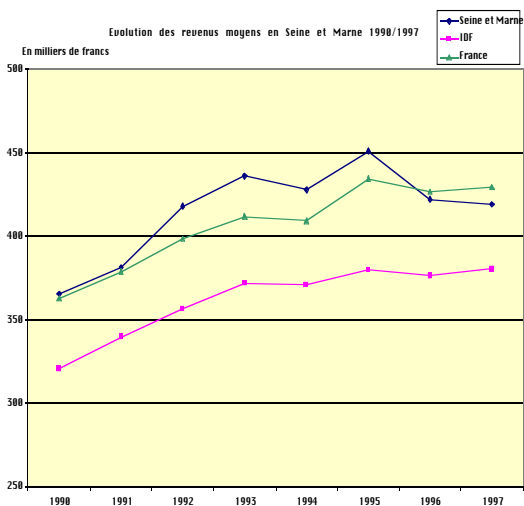
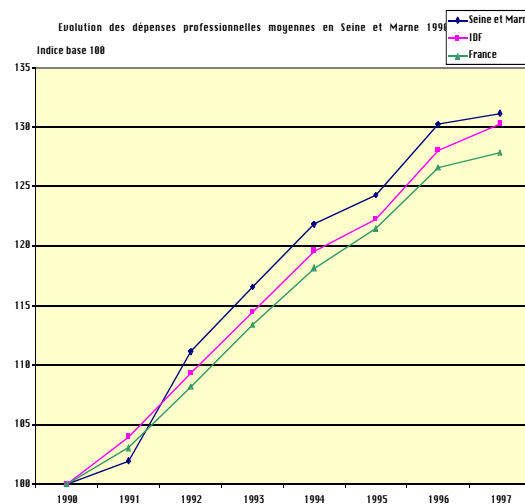
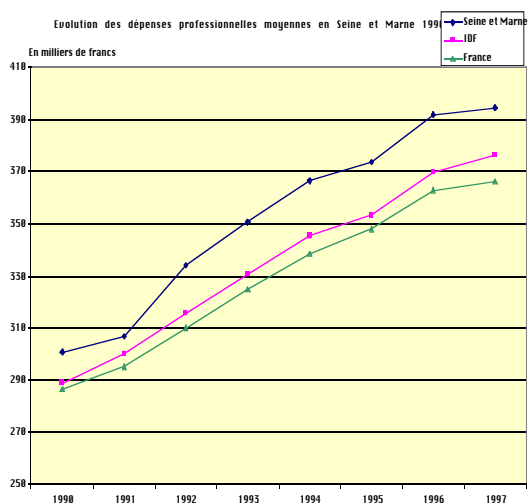
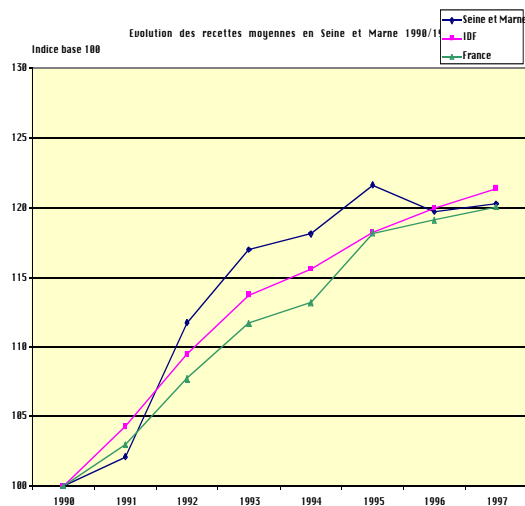
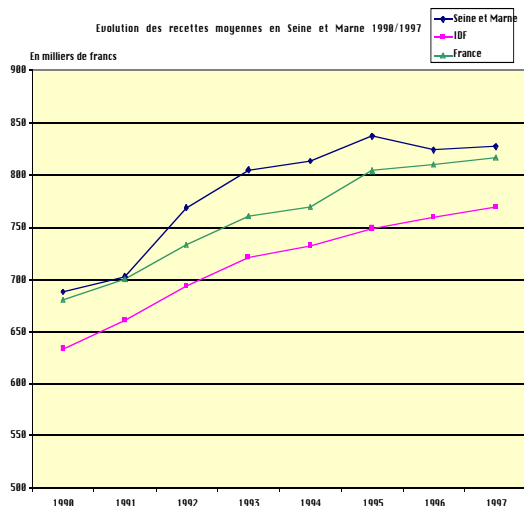
Paris

Graphiques 23 à 28:



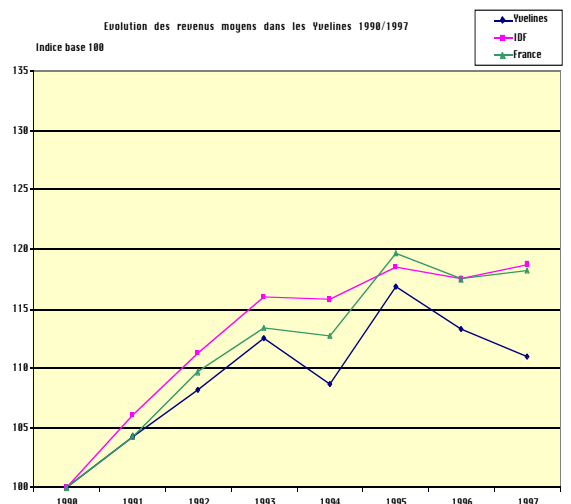
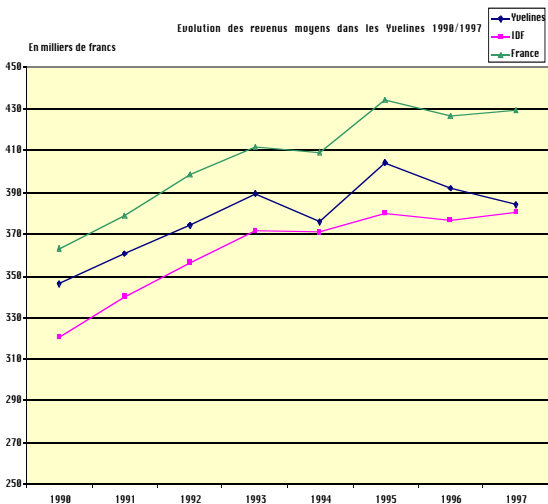
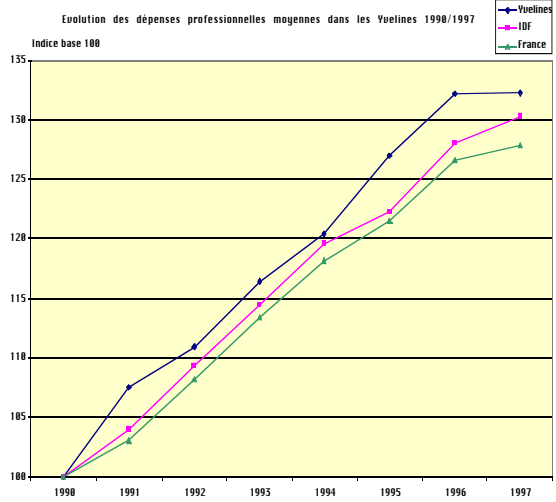
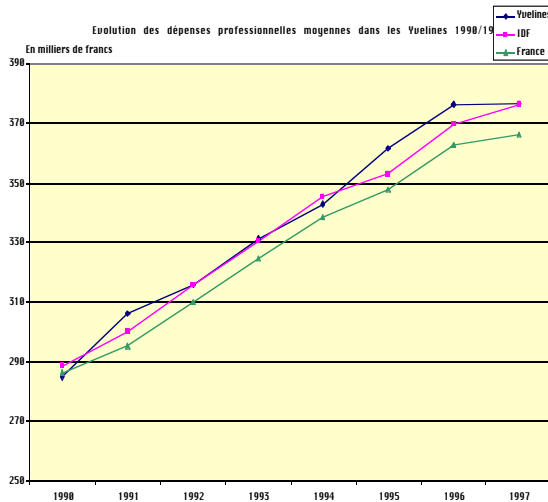
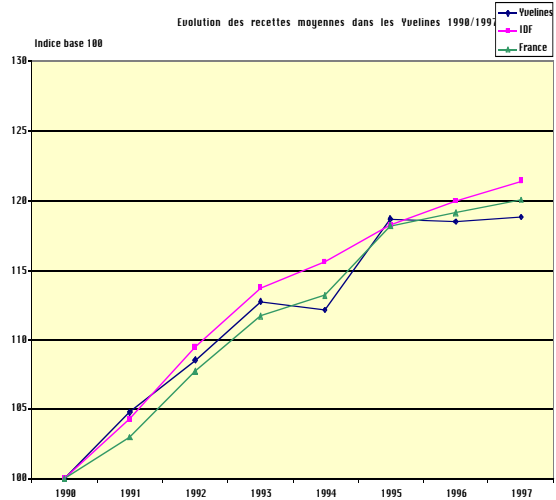
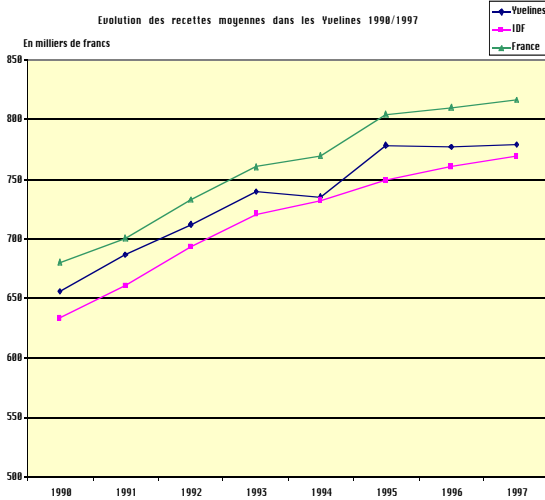
Seine et Marne

Graphiques 29 à 34:



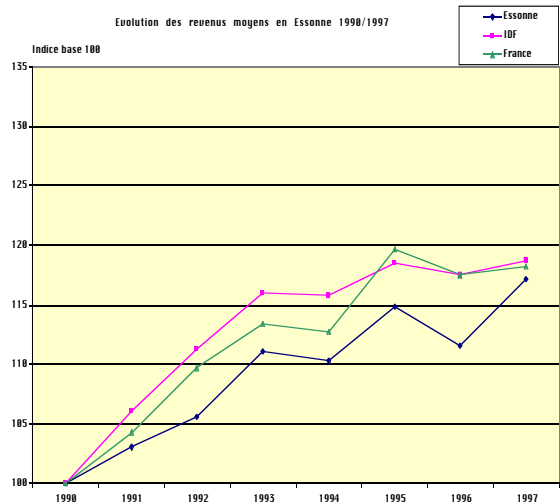
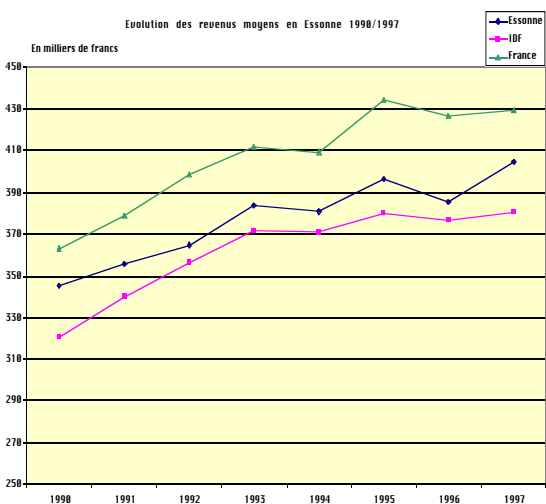
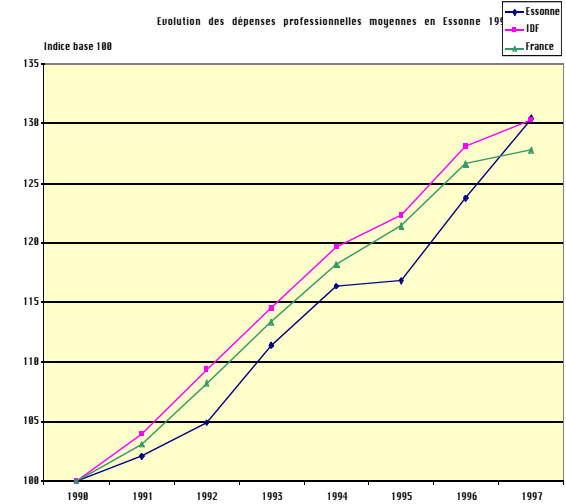
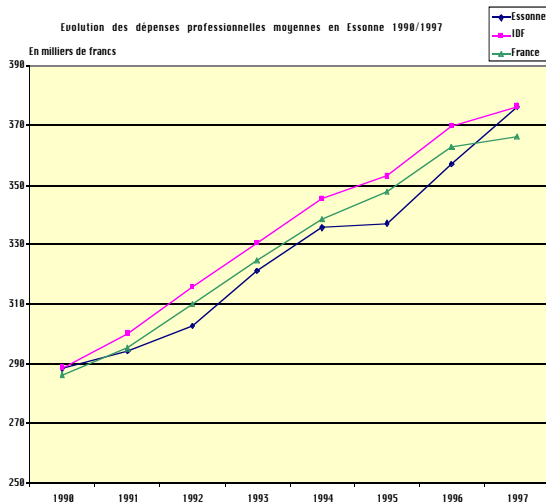
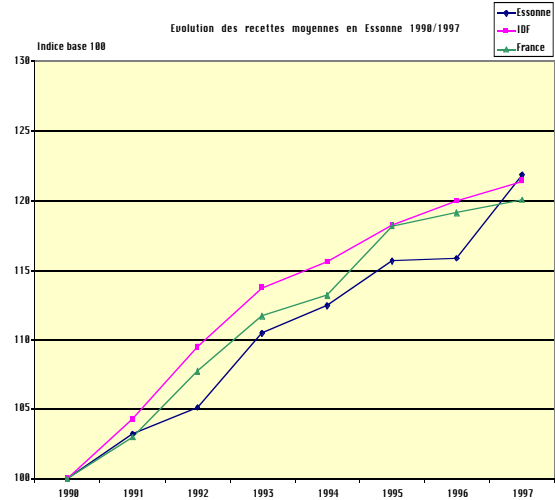
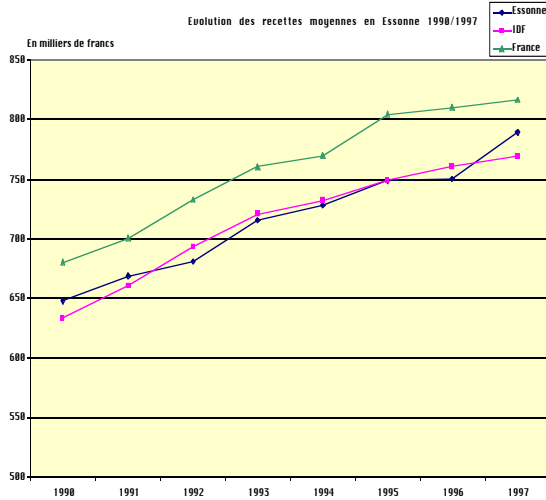
Yvelines

Graphiques 35 à 40:



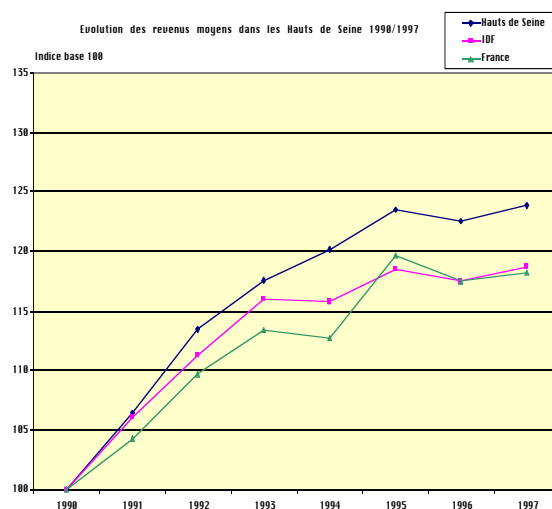
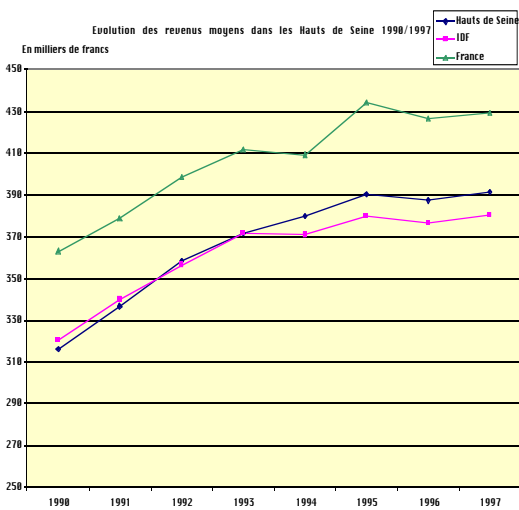
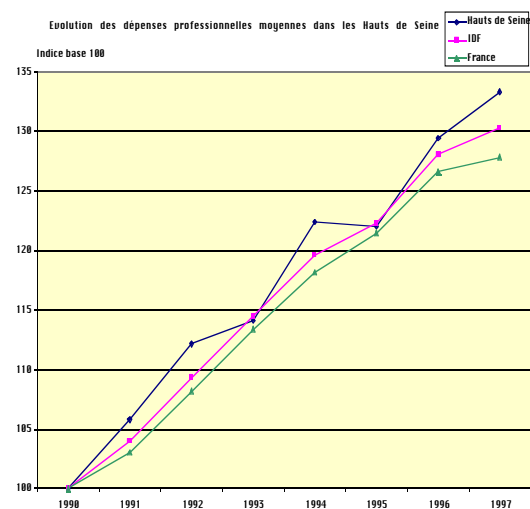
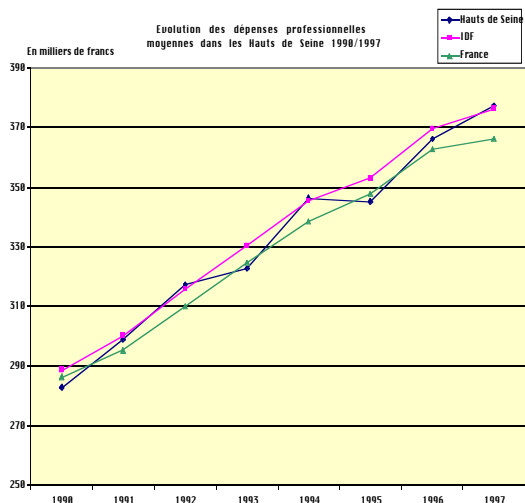
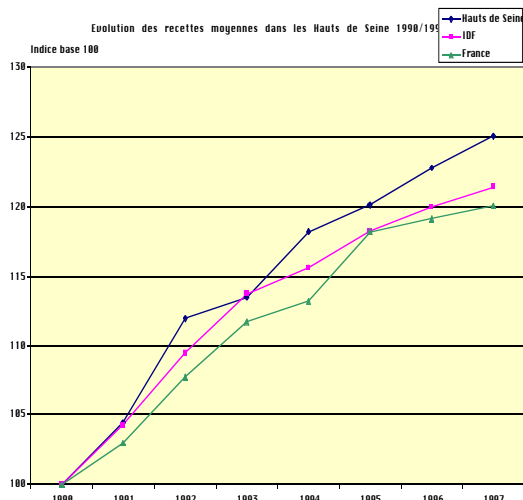
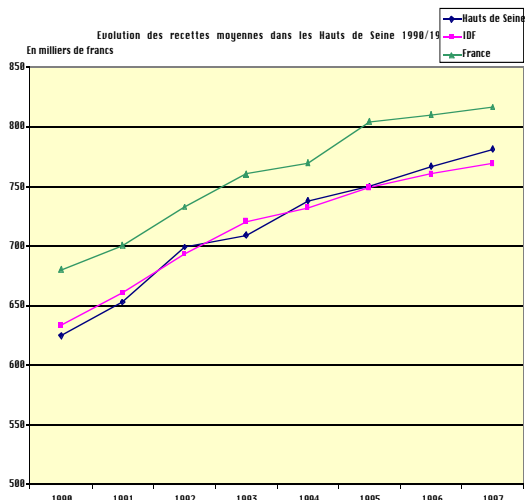
Essonne

Graphiques 41 à 46:



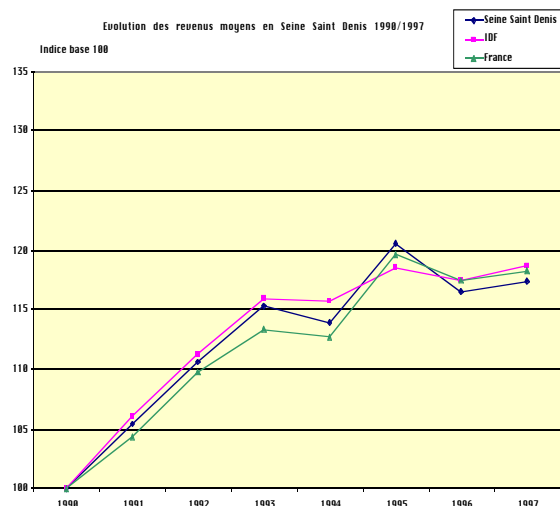
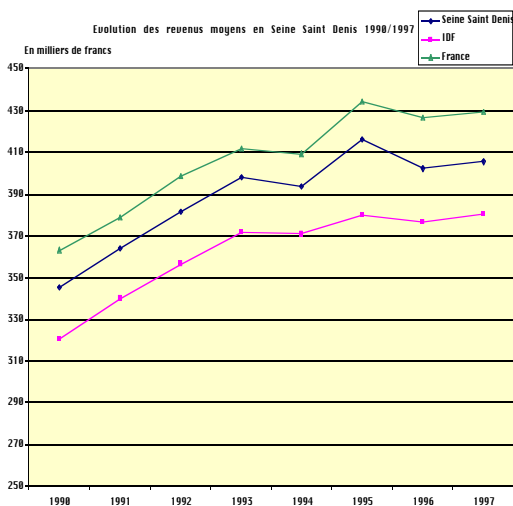
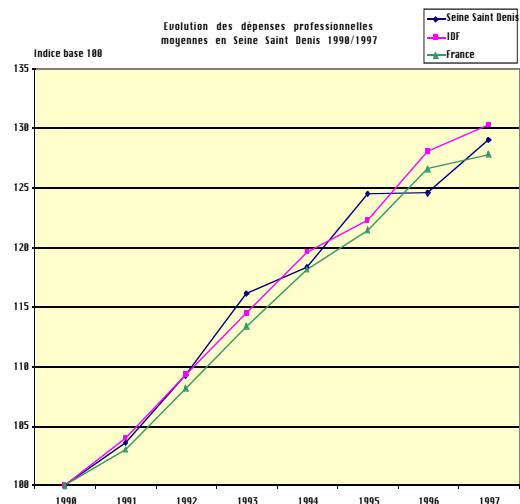
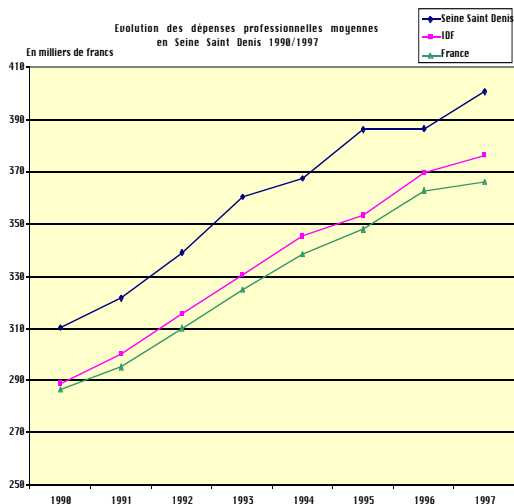
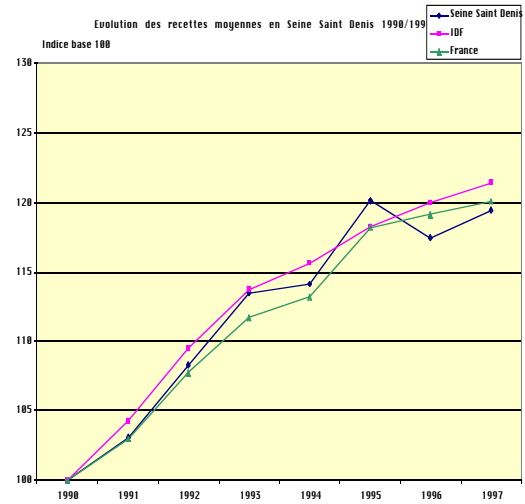
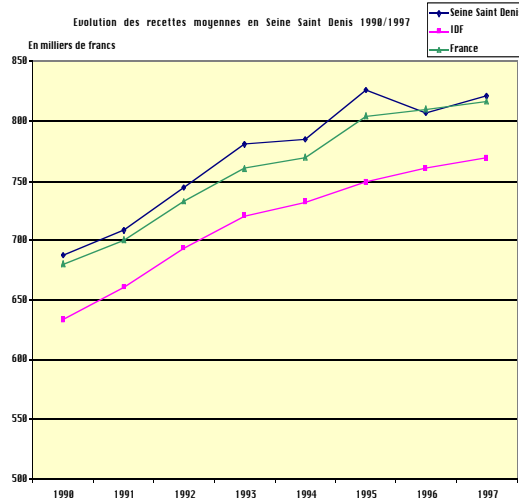
Hauts de Seine

Graphiques 47 à 52:



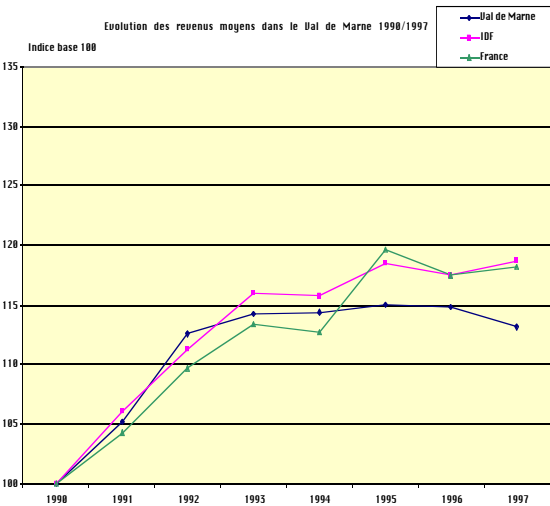
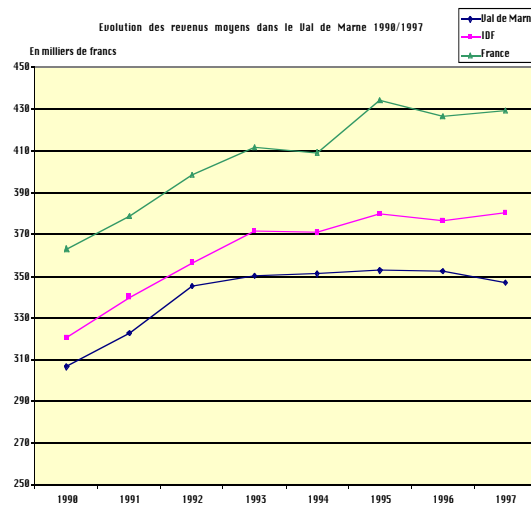
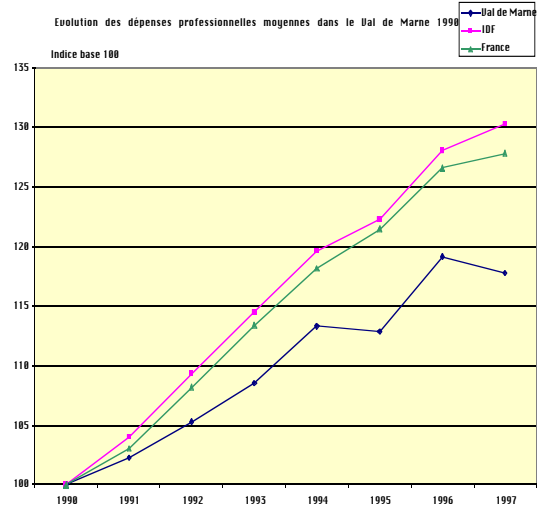
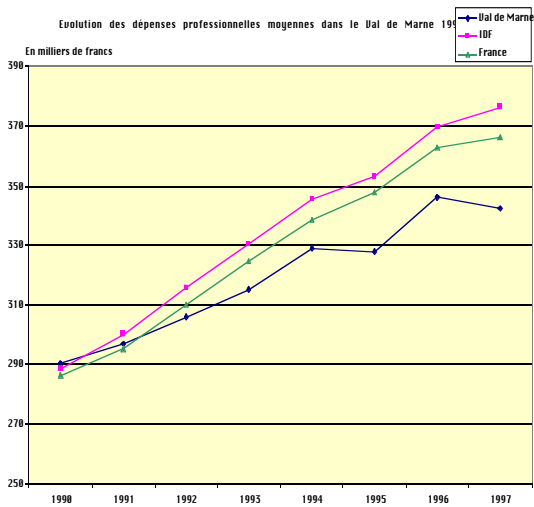
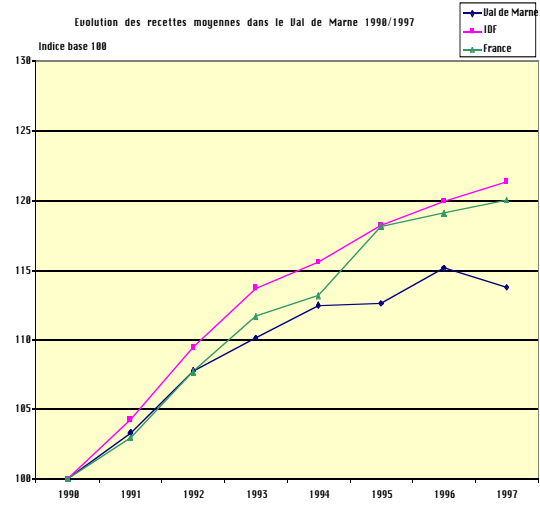
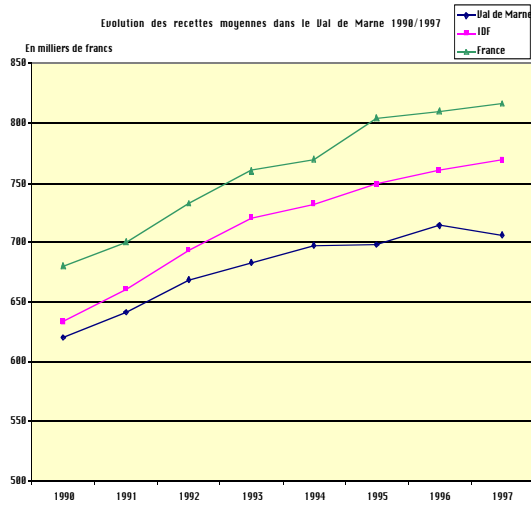
Seine Saint Denis

Graphiques 53 à 58:



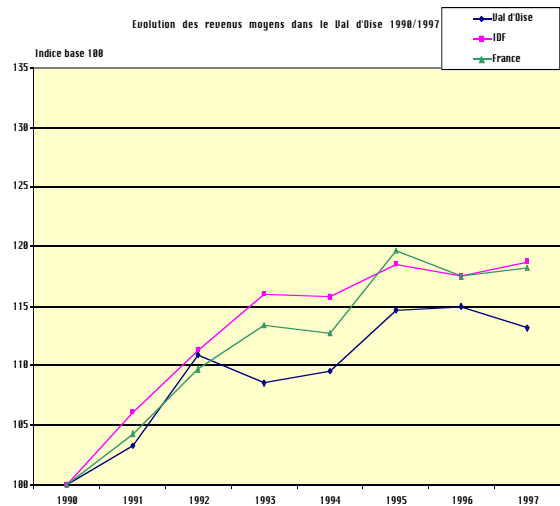
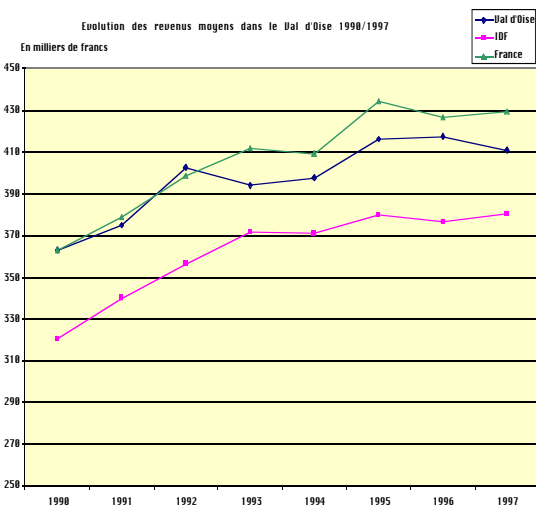
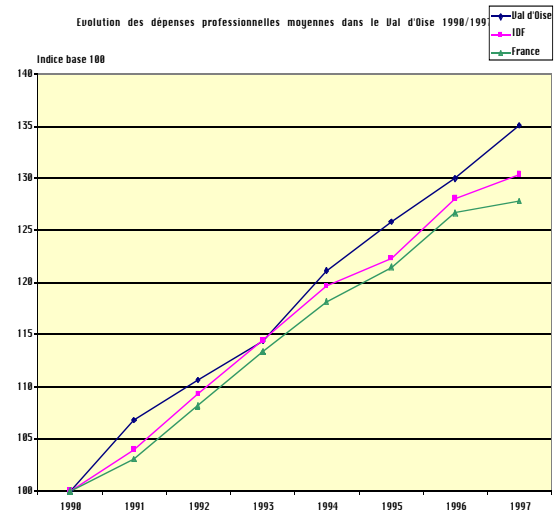
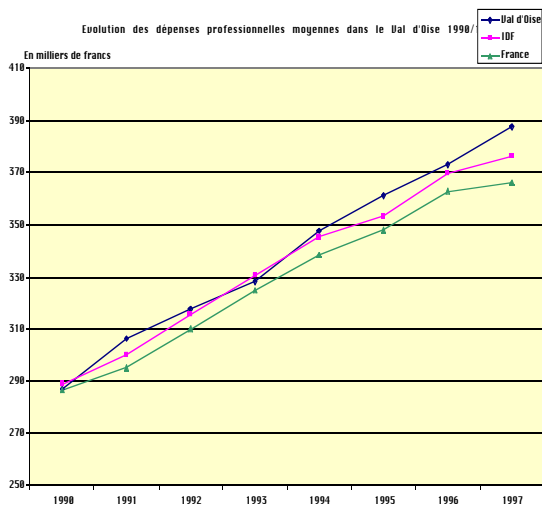
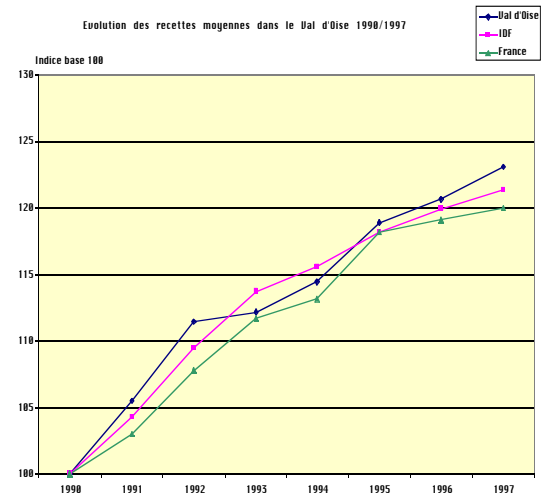
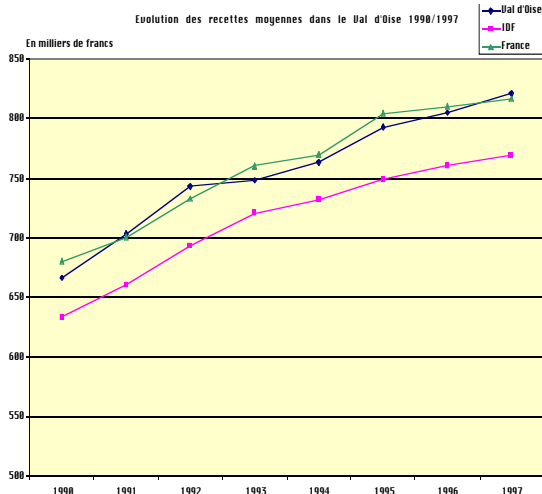
Val de Marne

Graphiques 59 à 64:



Val d'Oise

Graphiques 65 à 70:



PARTIE 3

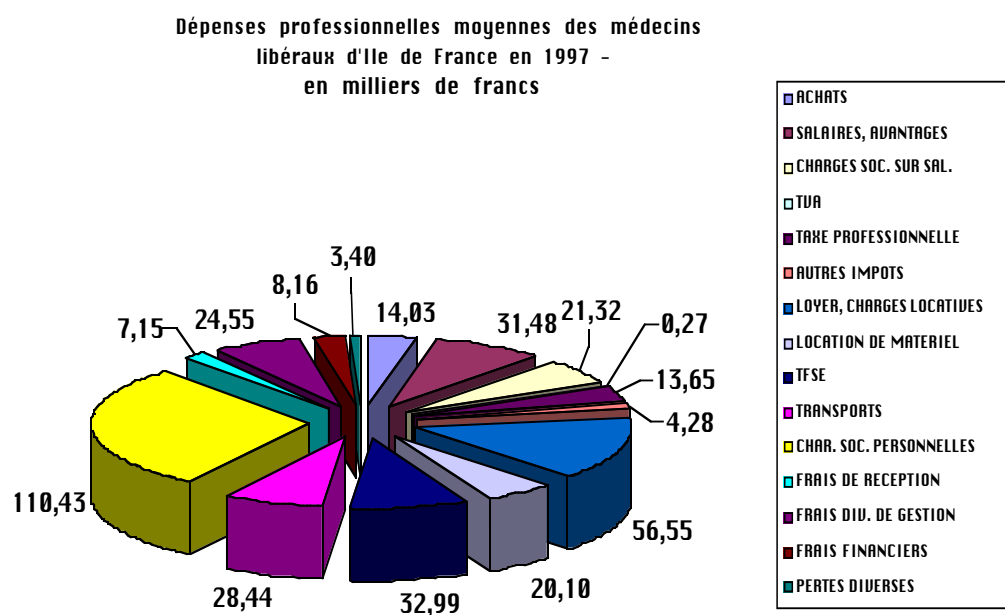
Analyse des dépenses professionnelles par grands postes

3 - 1

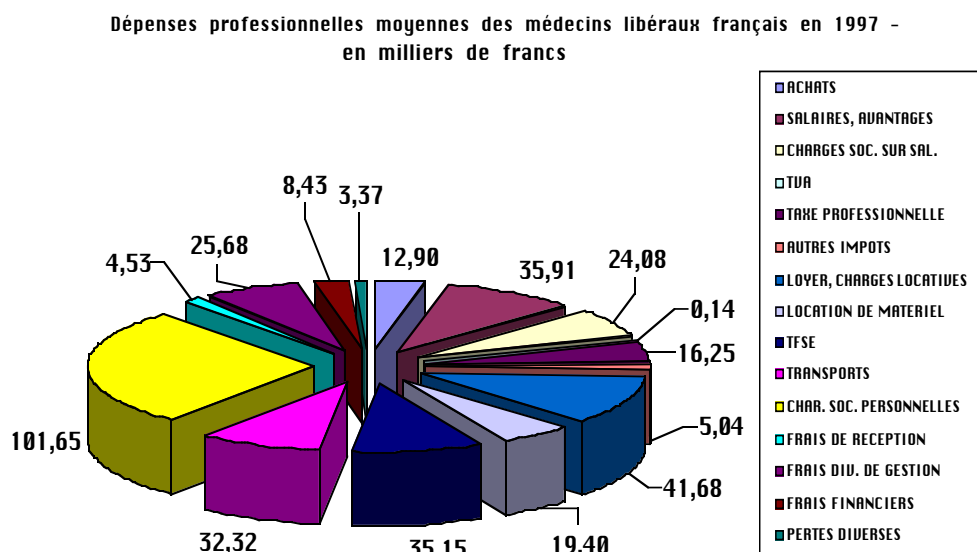
Ventilation des dépenses professionnelles
des médecins libéraux par grands postes

La région francilienne est bien sûr celle où l'on trouve les **loyers les plus élevés** (56,6 milliers de francs contre 41,7). Les frais de transport y sont plus faibles qu'en moyenne nationale (28,4 milliers de francs contre 32,3). Quant à la taxe professionnelle, elle est plus élevée en France entière (16,25 milliers de francs) qu'en Ile-de-France (13,65 milliers de francs).

Graphique 71 :



Graphique 72 :

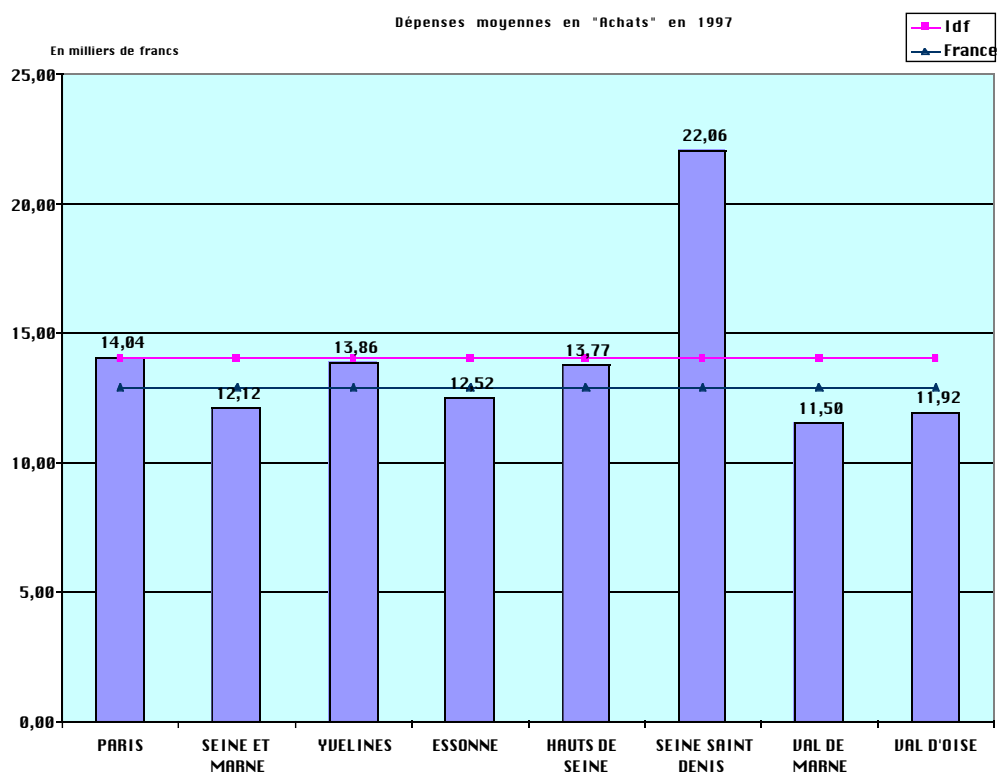


3 - 2

Détail par grands postes

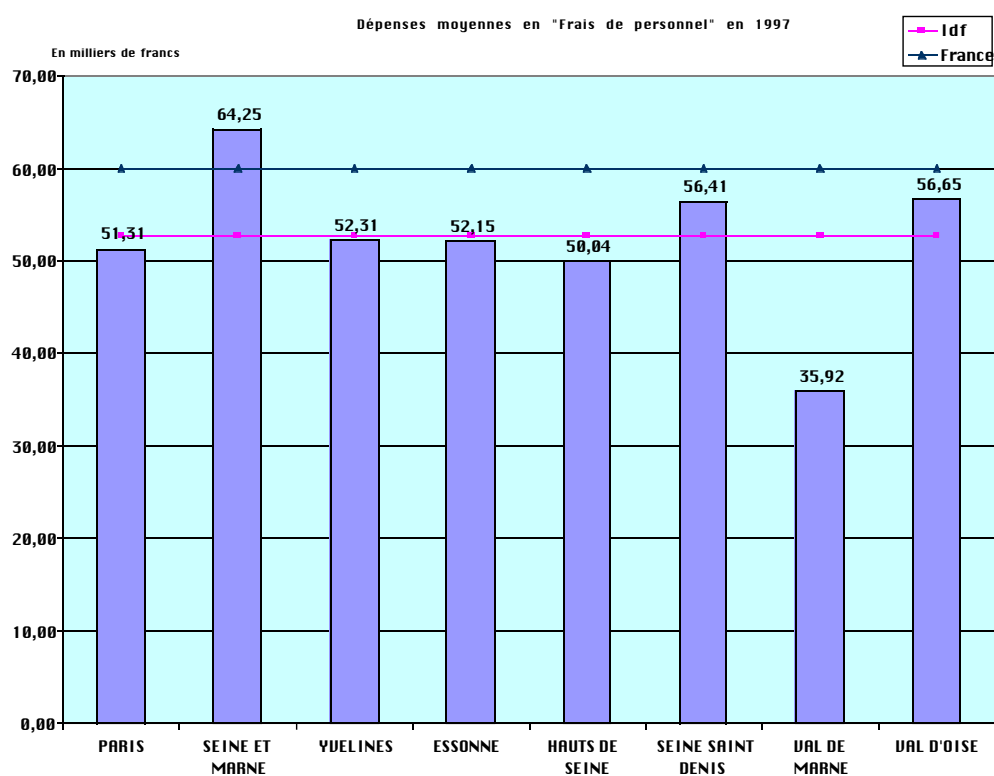
Achats

Graphique 73 :



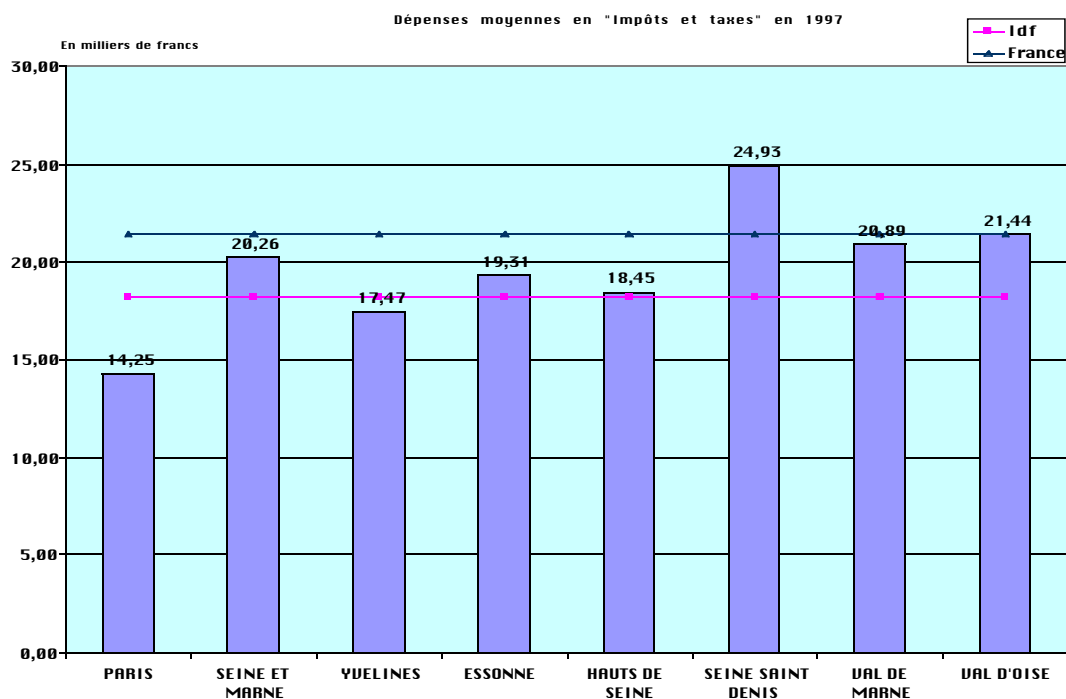
Frais de personnel

Graphique 74 :



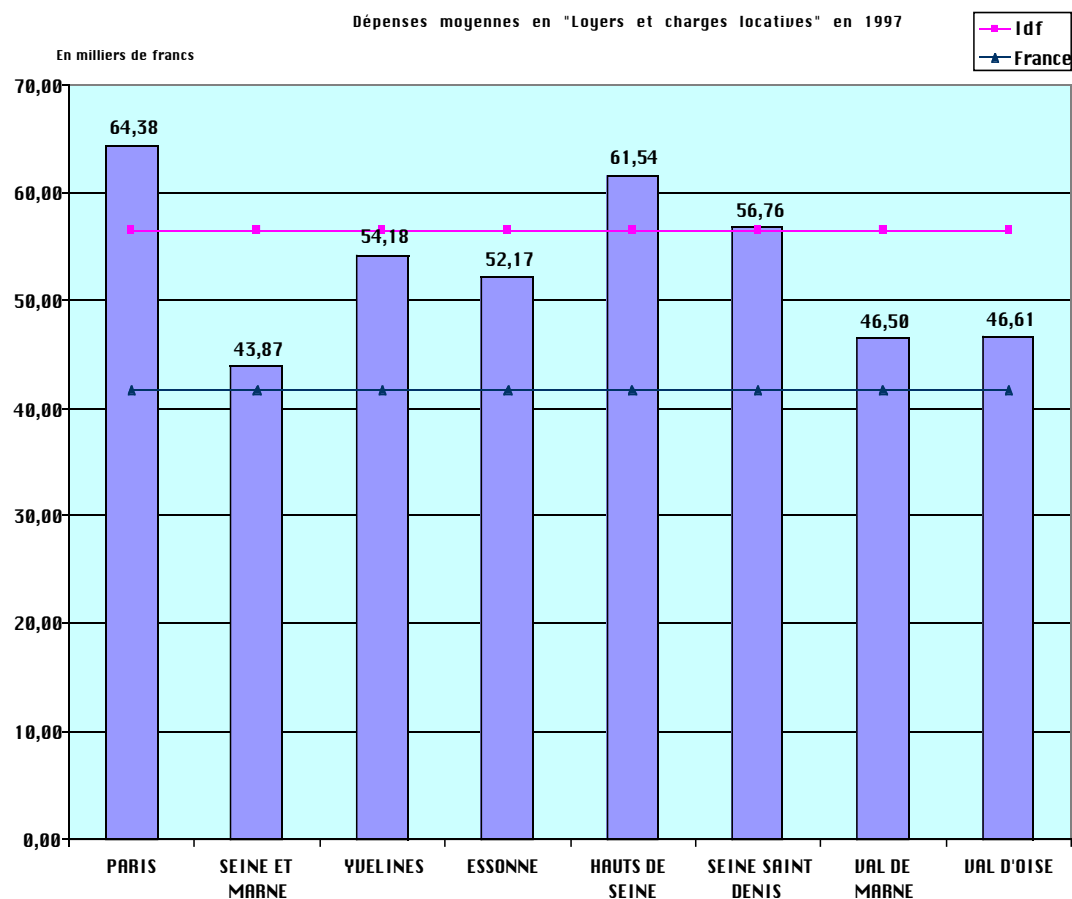
Impôts et taxes

Graphique 75 :



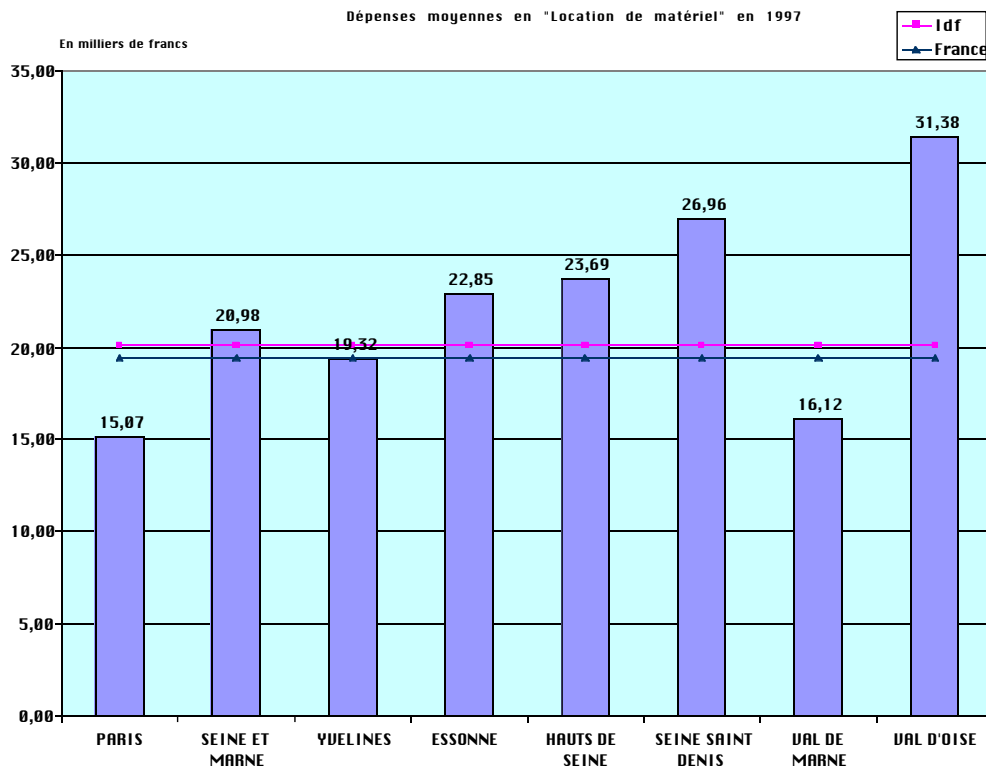
Loyers, charges locatives

Graphique 76 :



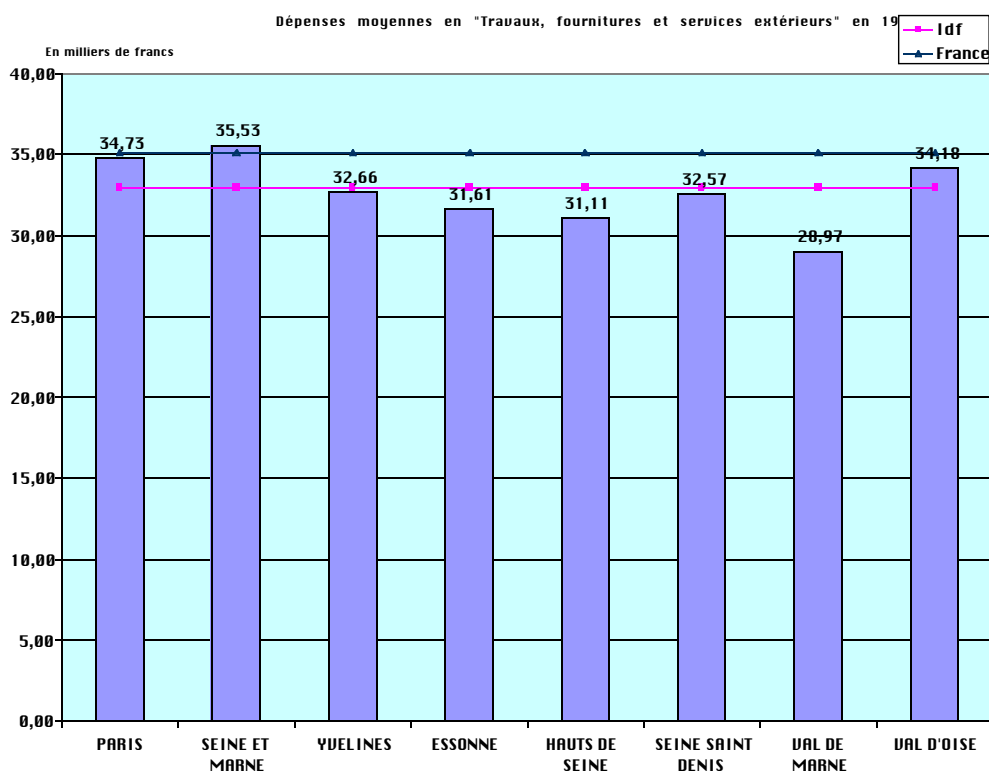
Location de matériel et de mobilier

Graphique 77 :



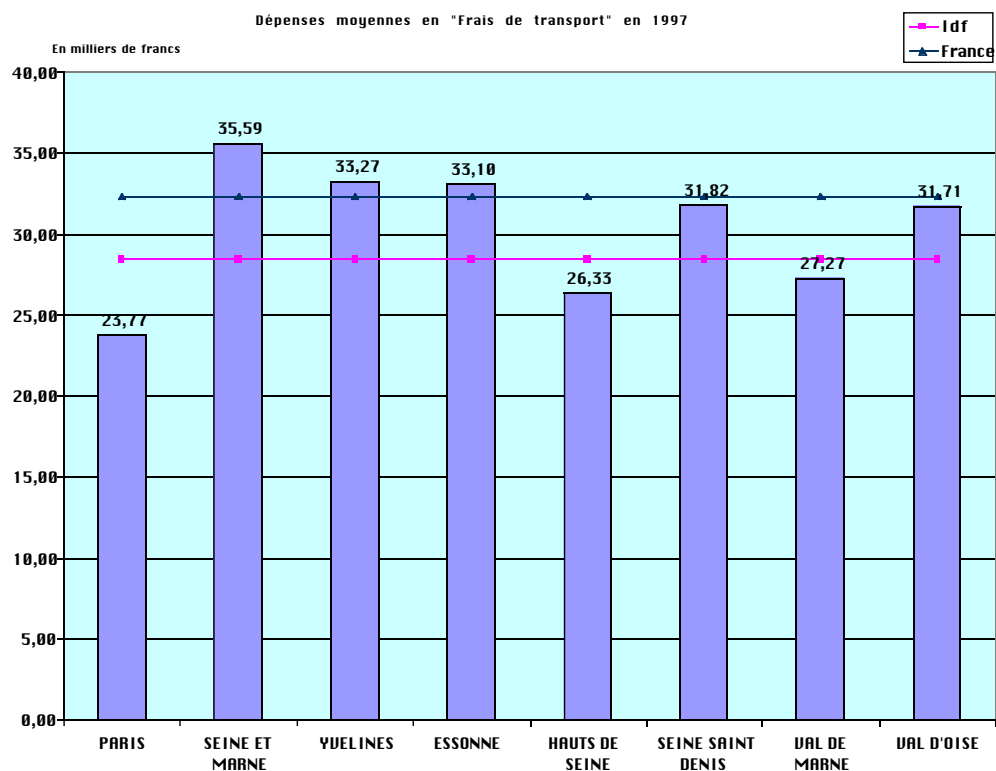
Travaux, fournitures et services extérieurs

Graphique 78 :



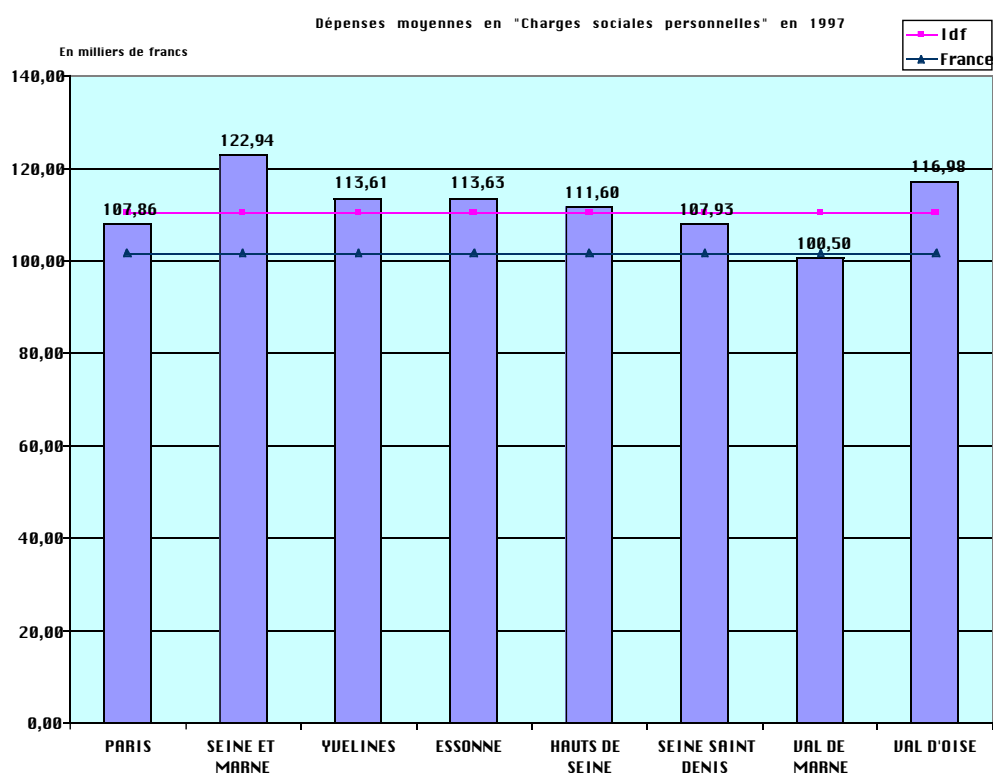
Frais de transports et déplacements

Graphique 79 :



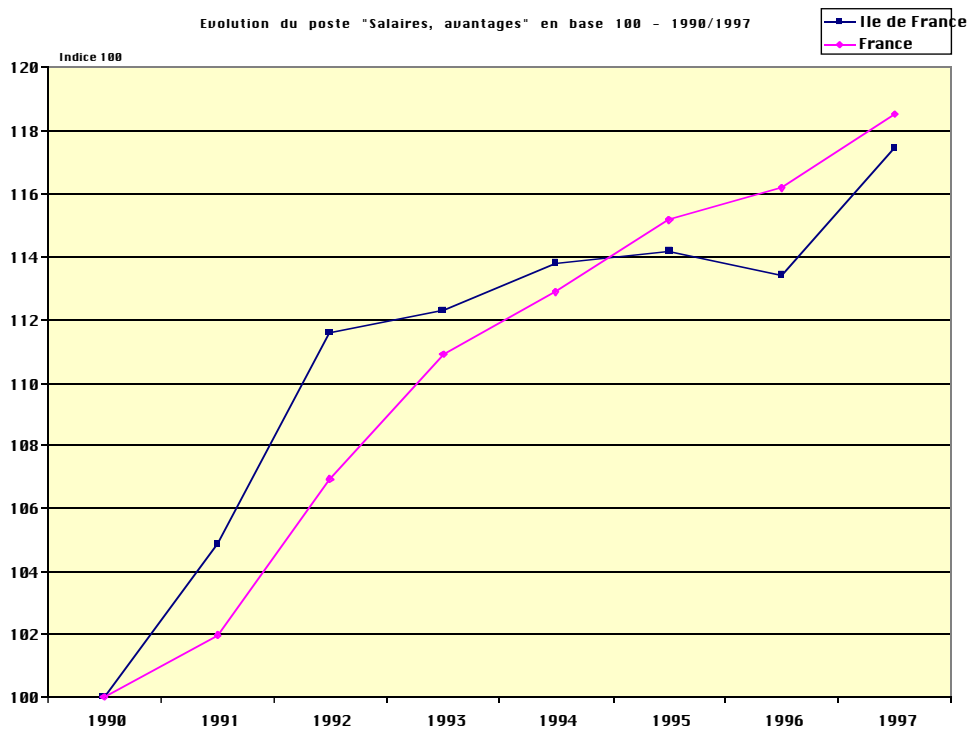
Charges sociales personnelles

Graphique 80 :



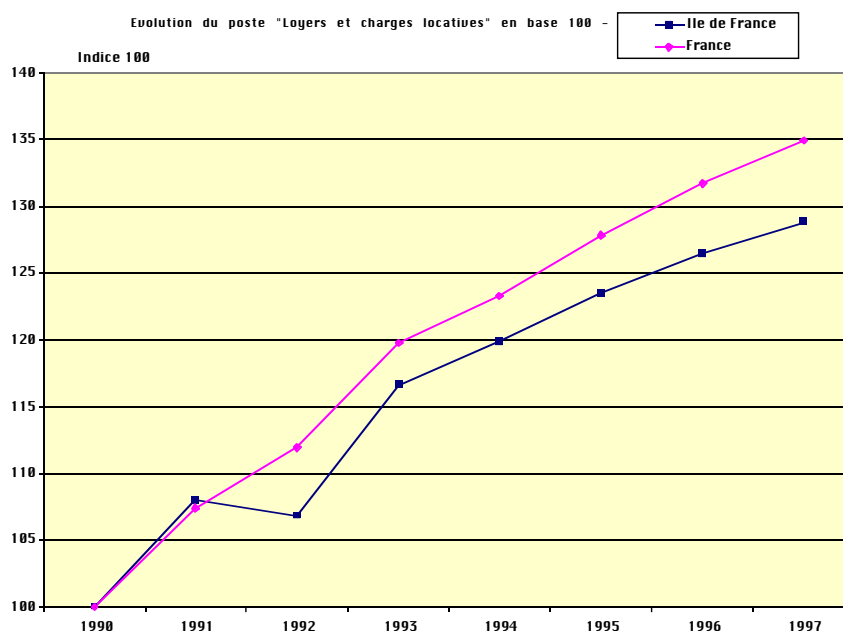
Evolution du poste 'Salaires, avantages' en base 100 - 1990/1997

Graphique 81 :



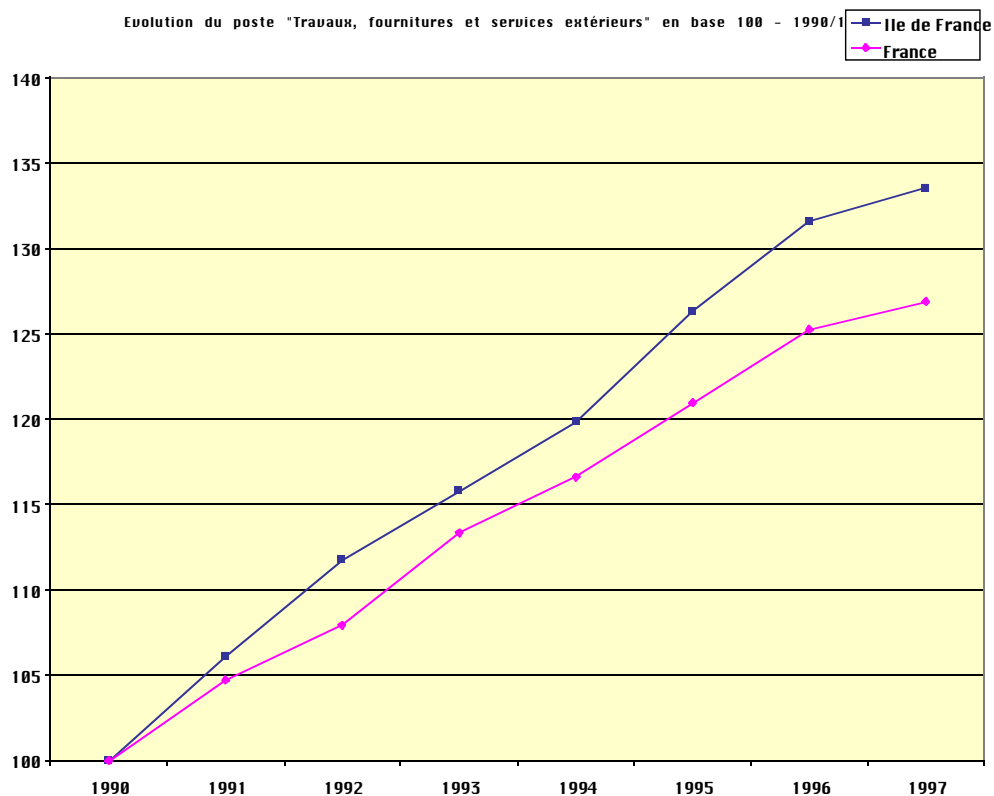
Evolution du poste 'Loyers et charges locatives' en base 100 - 1990/1997

Graphique 82 :



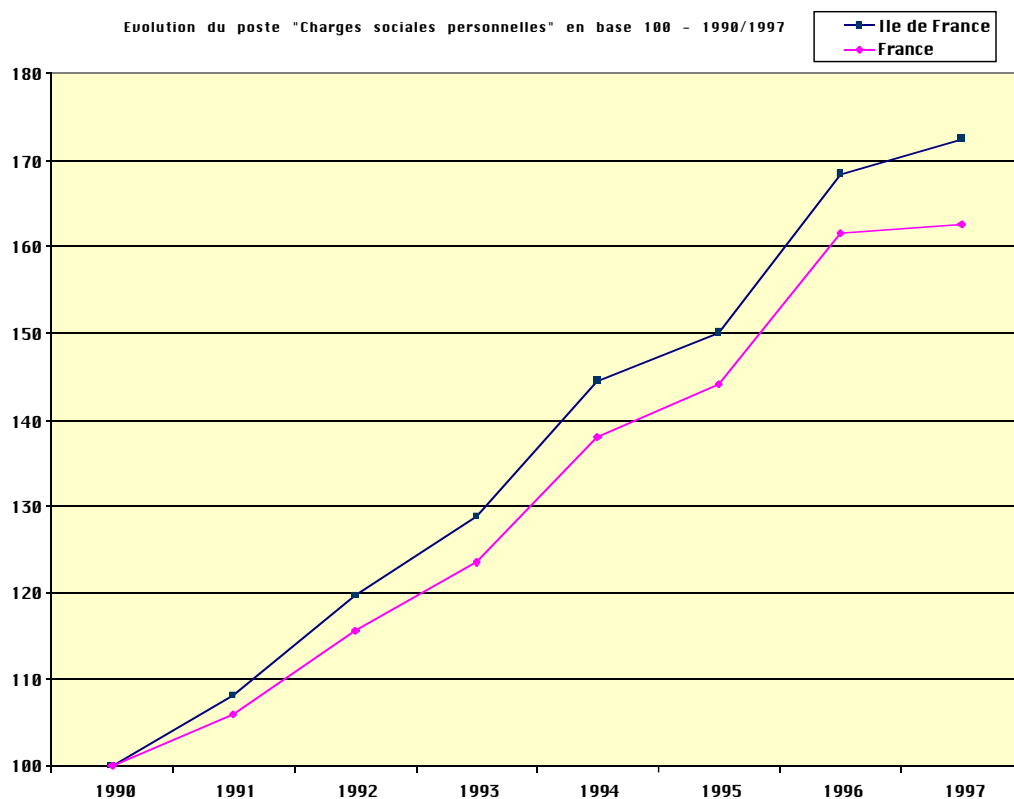
Evolution du poste 'Travaux, fournitures et services' en base 100 - 1990/1997

Graphique 83 :



Evolution du poste 'Charges sociales personnelles' en base 100 - 1990/1997

Graphique 84 :



Conclusion

Afin d'assurer un suivi du revenu des médecins libéraux franciliens depuis 1990, l'Union Régionale des Médecins Libéraux d'Ile-de-France a poursuivi l'analyse des recettes, charges professionnelles et revenus sur l'année 1997.

Cette étude a permis de confirmer le **ralentissement de la croissance du revenu moyen des médecins libéraux** d'Ile de France et de France entière depuis 1990.

Le revenu moyen des médecins libéraux franciliens était en 1997 de **380 KF annuels** (contre 430 KF en France entière), soit **294 KF pour les généralistes** et **480 KF pour les spécialistes**.

Globalement, les départements de la périphérie offrent des conditions plus favorables aux médecins libéraux : la Seine-et-Marne, le Val d'Oise, l'Essonne mais aussi la Seine-Saint-Denis présentent des revenus supérieurs à la moyenne régionale. Au contraire, Paris et le Val de Marne se situent en queue de liste. Ce constat est valable pour les médecins généralistes comme pour les spécialistes.

Deux éléments interagissent pour expliquer **l'infériorité du revenu moyen régional par rapport au revenu national** : les recettes des médecins libéraux franciliens sont inférieures à celles de l'ensemble des médecins français, et dans le même sens, leurs dépenses sont supérieures.

Cette constatation confirme la tendance observée depuis 1990, et doit être soulignée une fois de plus, si l'on veut mettre fin aux idées fausses mais répandues sur le niveau des rétributions des médecins libéraux d'Ile-de-France.

ANNEXES

Recettes, dépenses professionnelles et résultats moyens des médecins libéraux franciliens en 1997 (en milliers de francs)

Tableau 1 :

	75	77	78	91	92	93	94	95	IdF	France
NOMBRE DE DECLARATIONS	8279	1 792	2 699	1 998	3 231	2 246	2 588	1 763	24 596	114 798
AA-RECETTES ENCAISSEES	751,20	860,79	795,91	821,21	795,24	854,26	729,31	846,39	789,50	830,19
AB-DEBOURS PAYES	0,46	0,11	0,07	7,51	0,58	2,31	0,21	0,43	1,12	0,69
AC-HONORAIRES RETROCEDES	19,90	41,36	32,17	37,06	30,49	41,54	30,27	35,80	29,80	24,29
AD-RECETTES NETTES	730,64	819,46	763,67	776,63	764,25	810,39	698,82	810,18	758,52	805,24
AE-PRODUITS FINANCIERS	0,09	0,09	1,05	0,02	1,18	0,64	0,03	0,06	0,37	0,52
AF-GAINS DIVERS	11,83	8,26	14,35	12,60	15,75	10,26	7,44	11,33	11,78	11,16
AG RECETTES TOTALES	742,41	827,82	779,06	789,24	781,16	821,30	706,29	821,34	770,61	816,85
BA-ACHATS	14,04	12,12	13,86	12,52	13,77	22,06	11,50	11,92	14,03	12,90
BB-SALAIRES, AVANTAGES	30,57	38,18	31,04	30,99	30,05	33,54	28,39	34,68	31,48	35,91
BC-CHARGES SOC. SUR SAL.	20,74	26,07	21,28	21,17	19,99	22,87	7,53	21,98	21,32	24,08
BD-TVA	0,28	0,09	0,12	0,18	0,88	0,06	0,09	0,13	0,27	0,14
BE-TAKE PROFESSIONNELLE	10,19	14,67	13,45	15,27	12,86	20,49	16,74	15,48	13,65	16,25
BS-AUTRES IMPOTS	3,78	5,50	3,90	3,87	4,71	4,37	4,06	5,83	4,28	5,04
BF-LOYER, CHARGE. LOCATIVES	64,38	43,87	54,18	52,17	61,54	56,76	46,50	46,61	56,55	41,68
BG-LOCATION DE MATERIEL	15,07	20,98	19,32	22,85	23,69	26,96	16,12	31,38	20,10	13,13
BH-TFSE	34,73	35,53	32,66	31,61	31,11	32,57	28,97	34,18	32,99	35,15
BJ-TRANSPORTS	23,77	35,59	33,27	33,10	26,33	31,82	27,27	31,71	28,44	32,32
BK-CHAR. SOC. PERSONNELLES	107,86	122,94	113,61	113,63	111,60	107,93	100,50	116,98	110,43	101,65
BL-FRAIS DE RECEPTION	9,69	5,03	6,33	4,61	7,15	6,30	5,67	4,70	7,15	4,53
BM-FRAIS DIV. DE GESTION	27,74	24,86	23,05	22,27	23,06	23,45	21,49	22,81	24,55	25,68
BN-FRAIS FINANCIERS	8,73	8,58	7,86	7,09	7,43	8,52	7,67	8,35	8,16	8,43
BP-PERTES DIVERSES	2,38	1,06	3,39	5,43	3,24	3,06	8,25	1,86	3,40	3,37
BR-TOTAL DEPENSES PROF.	373,69	394,62	376,61	376,34	377,24	400,60	342,26	387,65	376,37	366,19
CA-EXCEDENT	373,53	434,93	404,92	414,96	404,39	420,58	363,36	435,06	396,51	453,21
CB-PU A CT	1,08	2,42	1,50	1,63	1,54	1,13	1,75	1,32	1,42	1,73
CC-DIVERS A REINTEGRER.	12,89	12,96	14,25	15,34	13,18	13,08	13,44	13,90	13,43	12,53
CD-BENEFICE SCM	1,95	6,98	6,13	5,93	2,03	6,88	2,38	6,44	3,91	4,99
CE-TOTAL CA A CD	389,03	455,66	425,86	436,48	421,00	440,48	379,03	456,56	414,46	471,62
CF-INSUFFISANCE	1,96	2,98	3,66	3,27	2,34	2,79	2,38	2,50	2,53	2,65
CG-FRAIS D'ETABLISSEMENT	0,46	0,17	0,57	0,41	0,35	0,39	0,19	0,39	0,39	0,29
CH-DOTAT. AMORTISSEMENTS	17,71	14,96	14,14	14,45	15,33	14,24	15,61	14,25	15,77	18,19
CJ-PROVISIONS	0,06	0,26	0,07	0,03	0,48	0,02	0,07	0,12	0,13	0,06
CK-MU A CT	0,50	0,76	0,45	0,26	0,51	0,61	0,35	0,35	0,48	0,47
CL-DIVERS A DEDUIRE	8,33	13,71	15,27	13,98	9,92	16,57	11,45	22,99	12,28	17,08
CM-DEFICIT SCM	1,93	3,80	3,63	2,46	3,29	1,68	4,05	3,65	2,80	4,39
CN-TOTAL CF A CM	33,58	37,54	44,47	35,09	32,03	36,44	34,18	44,81	36,11	43,86
CP-BENEFICE	357,92	419,31	383,94	404,45	391,40	405,34	347,07	410,70	380,40	429,39
CR-DEFICIT	2,42	1,01	2,85	2,17	2,53	1,33	1,21	1,03	2,03	1,39

Recettes, dépenses professionnelles et résultats moyens des médecins libéraux généralistes en 1997 (en milliers de francs)

Tableau 2 :

	75	77	78	91	92	93	94	95	IdF	France
NOMBRE DE DECLARATIONS	3 714	1 151	1 554	1 204	1 615	1 348	1 521	1 061	13 168	72 112
AA-RECETTES ENCAISSEES	559,57	678,51	611,61	660,10	565,12	648,21	554,49	649,20	601,69	627,89
AB-DEBOURS PAYES	0,48	0,06	0,04	12,43	0,90	3,70	0,21	0,67	1,85	0,94
AC-HONORAIRES RETROCEDES	13,74	38,10	27,04	36,91	21,41	32,96	25,24	32,19	25,28	22,61
AD-RECETTES NETTES	545,50	640,57	584,53	610,74	542,82	611,55	528,89	616,35	574,60	604,36
AE-PRODUITS FINANCIERS	0,14	0,00	0,15	0,01	2,29	0,13	0,04	0,06	0,36	0,23
AF-GAINS DIVERS	7,86	3,63	3,80	7,61	10,77	5,23	4,05	5,96	6,48	6,09
AG RECETTES TOTALES	553,26	644,21	588,49	618,35	555,88	616,90	532,98	622,01	581,35	610,61
BA-ACHATS	6,48	4,86	4,99	6,55	5,43	4,84	5,35	5,47	5,66	5,45
BB-SALAIRES, AVANTAGES	16,87	21,46	17,01	16,65	14,42	18,74	15,79	19,09	17,21	18,69
BC-CHARGES SOC. SUR SAL.	10,41	13,54	11,04	10,88	9,31	11,57	10,47	11,57	10,89	11,69
BD-TVA	0,27	0,09	0,04	0,13	0,40	0,06	0,08	0,02	0,17	0,07
BE-TAXE PROFESSIONNELLE	7,62	11,60	10,71	12,13	9,02	16,45	13,22	12,71	10,88	12,77
BS-AUTRES IMPOTS	2,20	3,47	2,26	2,39	2,20	2,63	2,49	3,77	2,54	3,01
BF-LOYER, CHARGE. LOCATIVES	49,10	33,66	34,92	33,29	42,98	41,56	30,69	32,23	39,63	26,81
BG-LOCATION DE MATERIEL	6,95	9,57	5,53	7,93	7,04	8,51	4,77	9,97	7,26	5,91
BH-TFSE	25,06	26,08	23,60	24,03	21,96	21,82	21,68	24,37	23,73	23,61
BJ-TRANSPORTS	24,54	36,91	34,00	33,62	26,13	31,64	28,23	32,81	29,58	34,62
BK-CHAR. SOC. PERSONNELLES	86,27	110,02	100,19	100,76	89,75	94,56	85,40	100,44	93,63	89,11
BL-FRAIS DE RECEPTION	6,94	3,55	4,54	3,57	4,63	4,50	4,34	3,22	4,92	3,00
BM-FRAIS DIV. DE GESTION	23,62	21,77	20,38	19,90	19,95	20,64	19,58	20,01	21,22	20,81
BN-FRAIS FINANCIERS	6,28	6,94	6,53	6,06	5,88	6,25	6,21	6,22	6,28	6,10
BP-PERTES DIVERSES	1,64	0,74	1,80	2,68	2,06	1,93	1,86	1,34	1,76	2,29
BR-TOTAL DEPENSES PROF.	274,16	303,99	276,47	280,01	260,84	285,27	249,86	281,77	274,88	263,60
CA-EXCEDENT	282,02	339,67	311,81	337,05	294,45	330,52	282,12	340,44	306,82	347,66
CB-PU A CT	0,58	2,52	1,51	1,44	1,40	0,92	1,93	1,08	1,27	1,54
CC-DIVERS A REINTEGRER.	10,44	12,01	11,93	13,66	10,83	11,98	10,68	10,99	11,33	9,86
CD-BENEFICE SCM	0,44	2,47	0,55	2,30	0,50	2,50	0,67	1,20	1,11	1,58
CE-TOTAL CA A CD	292,76	354,69	325,26	352,50	307,02	344,87	293,35	353,54	319,52	359,70
CF-INSUFFISANCE	1,56	0,56	0,97	0,73	1,26	1,78	0,97	0,87	1,19	0,92
CG-FRAIS D'ETABLISSEMENT	0,42	0,22	0,78	0,38	0,42	0,15	0,25	0,42	0,40	0,25
CH-DOTAT. AMORTISSEMENTS	13,33	13,43	11,64	12,97	12,60	12,20	12,77	12,22	12,75	14,07
CJ-PROVISIONS	0,07	0,38	0,05	0,04	0,89	0,00	0,06	0,08	0,19	0,06
CK-MU A CT	0,44	0,47	0,27	0,35	0,37	0,43	0,24	0,19	0,36	0,39
CL-DIVERS A DEDUIRE	5,27	13,67	13,01	12,88	8,36	14,46	9,68	15,59	10,27	14,06
CM-DEFICIT SCM	0,99	1,17	0,75	0,80	1,37	0,60	0,83	2,10	1,04	1,49
CN-TOTAL CF A CM	23,18	30,58	31,97	28,00	25,14	29,80	25,02	32,30	27,17	31,59
CP-BENEFICE	271,51	324,83	294,05	326,03	283,47	316,47	270,70	320,62	293,75	329,16
CR-DEFICIT	2,09	0,43	1,07	0,31	1,47	1,47	1,07	1,49	1,36	0,82

Recettes, dépenses professionnelles et résultats moyens des médecins libéraux spécialistes en 1997 (en milliers de francs)

Tableau 3 :

	75	77	78	91	92	93	94	95	IdF	France
NOMBRE DE DECLARATIONS	4 565	641	1 145	794	1 616	898	1 067	702	11 428	42 686
AA-RECETTES ENCAISSEES	907,12	1 188,09	1 046,05	1 065,52	1 025,23	1 163,57	978,52	1 144,43	1 005,90	1 171,95
AB-DEBOURS PAYES	0,44	0,18	0,11	0,05	0,27	0,23	0,21	0,06	0,28	0,26
AC-HONORAIRES RETROCEDES	24,92	47,22	39,13	37,29	39,56	54,43	37,43	41,26	35,02	27,13
AD-RECETTES NETTES	881,27	1 140,69	1 006,80	1 028,17	985,54	1 108,88	941,05	1 103,12	970,44	1 144,58
AE-PRODUITS FINANCIERS	0,04	0,26	2,27	0,03	0,08	1,41	0,02	0,06	0,39	1,02
AF-GAINS DIVERS	15,05	16,58	28,67	20,16	20,73	17,82	12,26	19,44	17,89	19,73
AG RECETTES TOTALES	896,30	1 157,52	1 037,71	1 048,36	1 006,30	1 128,11	953,34	1 122,62	988,68	1 165,28
BA-ACHATS	20,20	25,15	25,09	21,56	22,11	47,92	20,26	21,68	23,69	25,47
BB-SALAIRES, AVANTAGES	41,72	68,20	50,08	52,72	45,67	55,76	46,35	58,23	47,91	65,00
BC-CHARGES SOC. SUR SAL.	29,13	48,59	35,17	36,76	30,66	39,84	3,33	37,71	33,33	45,00
BD-TVA	0,29	0,10	0,23	0,25	1,36	0,06	0,11	0,30	0,39	0,27
BE-TAXE PROFESSIONNELLE	12,28	20,20	17,17	20,02	16,71	26,56	21,77	19,66	16,84	22,11
BS-AUTRES IMPOTS	5,07	9,14	6,11	6,12	7,22	7,00	6,29	8,95	6,28	8,46
BF-LOYER, CHARGE. LOCATIVES	76,80	62,20	80,33	80,80	80,09	79,58	69,03	68,34	76,05	66,82
BG-LOCATION DE MATERIEL	21,67	41,47	38,04	45,47	40,34	54,66	32,30	63,73	34,88	25,33
BH-TFSE	42,59	52,50	44,96	43,09	40,25	48,71	39,35	49,01	43,66	54,65
BJ-TRANSPORTS	23,13	33,20	32,28	32,31	26,53	32,10	25,89	30,05	27,12	28,42
BK-CHAR. SOC. PERS.	125,42	146,14	131,82	133,15	133,44	128,01	122,03	141,98	129,80	122,83
BL-FRAIS DE RECEPTION	11,93	7,68	8,76	6,20	9,67	9,01	7,57	6,92	9,71	7,10
BM-FRAIS DIV. DE GESTION	31,08	30,39	26,67	25,85	26,18	27,67	24,21	27,03	28,39	33,91
BN-FRAIS FINANCIERS	10,72	11,52	9,65	8,64	8,98	11,94	9,74	11,56	10,32	12,38
BP-PERTES DIVERSES	2,99	1,64	5,55	9,59	4,42	4,76	17,36	2,66	5,29	5,19
BR-TOTAL DEPENSES PROF.	454,66	557,36	512,51	522,41	493,56	573,72	473,98	547,69	493,30	539,49
CA-EXCEDENT	447,98	605,98	531,30	533,08	514,27	555,75	479,17	578,06	499,85	631,53
CB-PU A CT	1,49	2,24	1,47	1,92	1,68	1,44	1,49	1,68	1,59	2,05
CC-DIVERS A REINTEGRER.	14,88	14,67	17,39	17,88	15,53	14,72	17,37	18,28	15,85	17,05
CD-BENEFICE SCM	3,17	15,07	13,71	11,43	3,56	13,45	4,82	14,35	7,15	10,76
CE-TOTAL CA A CD	467,35	636,96	562,40	563,83	534,90	584,00	501,16	612,28	523,87	660,69
CF-INSUFFISANCE	2,28	7,32	7,31	7,12	3,42	4,31	4,39	4,97	4,08	5,58
CG-FRAIS D'ETABLISSEMENT	0,49	0,07	0,29	0,46	0,27	0,74	0,10	0,35	0,39	0,37
CH-DOTAT. AMORTISSEMENTS	21,27	17,70	17,54	16,70	18,06	17,29	19,66	17,32	19,25	25,15
CJ-PROVISIONS	0,05	0,04	0,08	0,01	0,07	0,05	0,09	0,18	0,07	0,06
CK-MU A CT	0,55	1,27	0,69	0,11	0,66	0,88	0,51	0,60	0,62	0,62
CL-DIVERS A DEDUIRE	10,81	13,78	18,34	15,65	11,47	19,74	13,98	34,17	14,59	22,19
CM-DEFICIT SCM	2,68	8,51	7,55	4,98	5,22	3,29	8,63	5,99	4,82	9,30
CN-TOTAL CF A CM	42,03	50,04	61,44	45,83	38,92	46,41	47,22	63,71	46,41	64,58
CP-BENEFICE	428,23	588,96	505,94	523,35	499,26	538,75	455,92	546,85	480,24	598,70
CR-DEFICIT	2,70	2,03	5,26	4,98	3,58	1,12	1,42	0,34	2,81	2,35

Tableaux 4 à 7:

		Exercice 1990									
Postes	Codes	Département									
		75	77	78	91	92	93	94	95 IDF	France	
Total recettes	AG	600,4	688,3	655,9	647,9	624,8	687,7	620,6	666,9	633,7	680,6
Salaires nets et avantages en natures	BB	26,5	31,1	23,1	27	22,9	29,4	30,2	29,1	26,8	30,3
Charges sociales sur salaires (patronale et ouvrière)	BC	17,9	21,8	17,3	18,6	16,3	20,6	19,6	18,9	18,4	20,6
Total charges salariales		44,4	52,9	40,4	45,6	39,2	50	49,8	48	45,2	50,9
Loyer et charges locatives	BF	49,2	34	40,2	32,9	46,8	47,6	42,7	35,3	43,9	30,9
Travaux fournitures et services extérieurs	BH	25,6	28,2	24,3	26,7	21,2	25,9	22,1	25	24,7	27,7
Charges sociales personnelles	BK	61,9	74,3	69,3	66,4	62,8	61,1	60,4	65,3	64	62,5
Total dépenses professionnelles	BR	284,2	300,8	284,8	288,5	282,9	310,4	290,5	287,1	288,8	286,5
Bénéfice	CP	294,6	366,7	347,2	346,6	318,4	347,4	308,6	363,9	322,5	364,8
Déficit	CR	2,8	1,4	1,3	1,3	2,4	2,2	1,9	0,9	2,1	1,7
Résultat		291,8	365,3	345,9	345,3	316	345,2	306,7	363	320,4	363,1

		Exercice 1991									
Postes	Codes	Département									
		75	77	78	91	92	93	94	95 IDF	France	
Total recettes	AG	630,8	702,7	687	668,6	652,8	708,9	641,3	703,6	660,9	700,7
Salaires nets et avantages en natures	BB	26,1	32,4	26,8	27,9	25,9	31,2	31,6	35,2	28,1	30,9
Charges sociales sur salaires (patronale et ouvrière)	BC	17,1	21,8	17,7	18,6	16,7	21	20,3	20,2	18,5	20,8
Total charges salariales		43,2	54,2	44,5	46,5	42,6	52,2	51,9	55,4	46,6	51,7
Loyer et charges locatives	BF	51,9	36,1	45,5	39,5	52,4	49 4 4,5	39,3	47,4	47,4	33,2
Travaux fournitures et services extérieurs	BH	26,7	29,1	26,5	27,2	23,6	27,5	23,8	26,4	26,2	29
Charges sociales personnelles	BK	66,9	78,1	74,4	71,9	68,3	66,7	66	71,6	69,2	66,2
Total dépenses professionnelles	BR	293	306,6	306,2	294,5	299,2	321,7	297,1	306,4	300,3	295,3
Bénéfice	CP	317,5	382	361,9	356,7	339,2	365,1	326	376,3	341,9	380,2
Déficit	CR	2,7	0,8	1,2	1	2,8	1,1	3,4	1,4	2,1	1,5
Résultat		314,8	381,2	360,7	355,7	336,4	364	322,6	374,9	339,8	378,7

		Exercice 1992									
Postes	Codes	Département									
		75	77	78	91	92	93	94	95 IDF	France	
Total recettes	AG	659,6	769	711,9	681,2	699,4	744,5	669	743,4	693,5	733,3
Salaires nets et avantages en natures	BB	28,9	37,5	27,8	29,1	27,9	32,9	30,2	31,9	29,9	32,4
Charges sociales sur salaires (patronale et ouvrière)	BC	19,1	26,2	19,1	21,9	19,2	20,9	19,9	21,3	20,2	22,2
Total charges salariales		48	63,7	46,4	51	47,1	53,8	50,1	53,2	50,1	54,6
Loyer et charges locatives	BF	55,1	35,9	45,4	37,2	52	50,2	43,4	41,7	46,9	34,6
Travaux fournitures et services extérieurs	BH	28,8	32,2	27	26,7	25,7	26,3	24,8	28,4	27,6	29,9
Charges sociales personnelles	BK	74,2	82,2	82,8	76,7	77,6	72,8	71,9	80,7	76,6	72,3
Total dépenses professionnelles	BR	310,9	334,2	315,8	302,7	317,2	339,1	305,9	317,7	315,8	310
Bénéfice	CP	328,6	418,8	376,1	364,9	363,2	383,7	346,4	403,4	358,6	399,8
Déficit	CR	2,4	0,8	2	0,4	4,8	2	1,1	0,8	2,1	1,4
Résultat		326,2	418	374,1	364,5	358,4	381,7	345,3	402,6	356,5	398,4

		Exercice 1993									
Postes	Codes	Département									
		75	77	78	91	92	93	94	95 IDF	France	
Total recettes	AG	693,5	805,5	739,3	715,6	709	780,6	683,6	748,1	720,8	760,3
Salaires nets et avantages en natures	BB	29,6	37,9	27,5	31,3	27,6	30,8	30	31	30,1	33,6
Charges sociales sur salaires (patronale et ouvrière)	BC	20,3	27	19,6	22,8	18,8	21,3	21,2	21,2	21	23,2
Total charges salariales		49,9	64,9	47,1	54,1	46,4	52,1	51,2	52,2	51,1	56,8
Loyer et charges locatives	BF	58,7	38,5	49,7	41,7	53,1	48,2	48,9	43,3	51,2	37
Travaux fournitures et services extérieurs	BH	30,1	33,2	28,1	27,5	26,2	27,6	25,2	29,8	28,6	31,4
Charges sociales personnelles	BK	81,5	92	88,5	83	83,7	78	74,9	84,7	82,5	77,2
Total dépenses professionnelles	BR	328,5	350,7	331,5	321,3	322,7	360,5	315,2	328,3	330,6	324,8
Bénéfice	CP	347,3	436,5	390,4	385,1	374,1	399,1	351,7	395,3	373,1	412,9
Déficit	CR	2,3	0,5	1,2	1,6	2,5	1,1	1,4	1,2	1,6	1,2
Résultat		345	436	389,2	383,5	371,6	398	350,3	394,1	371,5	411,7

Tableaux 8 à 11:

		Exercice 1994									
Postes	Codes	Département									France
		75	77	78	91	92	93	94	95 IDF		
Total recettes	AG	704,5	813,2	735,5	728,3	738,5	784,8	698	763,3	732,6	770,1
Salaires nets et avantages en natures	BB	29,8	37,2	28,4	28,8	29,2	32	29,8	33,3	30,5	34,2
Charges sociales sur salaires (patronale et ouvrière)	BC	20,8	27,3	20	21,6	20,6	23,3	21,6	22,7	21,7	24,5
Total charges salariales		50,6	64,5	48,4	50,4	49,8	55,3	51,4	56	52,2	58,7
Loyer et charges locatives	BF	59,6	42,1	50,7	44	57	49	48,9	43	52,6	38,1
Travaux fournitures et services extérieurs	BH	30,8	33,9	29,3	28,5	27,7	28,5	26	30,7	29,6	32,3
Charges sociales personnelles	BK	90,6	102,9	96,1	95,2	94,1	89,3	84,4	96,1	92,5	86,3
Total dépenses professionnelles	BR	342,4	366,6	342,9	335,8	346,4	367,5	329,2	347,8	345,5	338,5
Bénéfice	CP	348,8	429,1	379,1	382,1	382	394,8	352,5	398,7	372,8	410,6
Déficit	CR	2	1,1	3,3	1,3	2,2	1,4	1,6	0,91	1,9	1,4
Résultat		346,8	428	375,8	380,8	379,8	393,4	350,9	397,7	370,9	409,2

		Exercice 1995									
Postes	Codes	Département									France
		75	77	78	91	92	93	94	95 IDF		
Total recettes	AG	708,4	837,3	778,6	749,2	750,3	825,9	698,8	793,1	749,2	804,3
Salaires nets et avantages en natures	BB	29,6	38,1	30,6	28,1	28,4	32,7	29,5	34,5	30,6	34,9
Charges sociales sur salaires (patronale et ouvrière)	BC	20,6	27,2	21,6	20,1	19,7	23,7	21,2	23	21,5	24,8
Total charges salariales		50,2	65,3	52,2	48,2	48,1	56,4	50,7	57,5	52,1	59,7
Loyer et charges locatives	BF	61,9	43,1	51,7	45,4	58,6	55,6	44,3	45,3	54,2	39,5
Travaux fournitures et services extérieurs	BH	32,6	34,5	32,2	30	28,8	30,8	26,5	32,1	31,2	33,5
Charges sociales personnelles	BK	94,1	105,8	100,1	99	97,3	93,3	87,9	100,6	96,1	90,1
Total dépenses professionnelles	BR	350,4	373,8	361,7	337,1	345,3	386,4	327,8	361,2	353,1	348
Bénéfice	CP	343,6	452,4	406,9	397,6	393,2	417,8	354,3	417,6	381,8	436
Déficit	CR	2,1	1,2	2,7	1,1	2,9	1,5	1,5	1,3	2	1,5
Résultat		341,5	451,2	404,2	396,5	390,3	416,3	352,8	416,3	379,8	434,5

		Exercice 1996									
Postes	Codes	Département									France
		75	77	78	91	92	93	94	95 IDF		
Total recettes	AG	733,4	824,1	777,4	750,4	767,1	807,5	714,5	804,9	760,2	810,5
Salaires nets et avantages en natures	BB	29,7	37,8	30,9	29,1	28,9	29,8	28,8	33,6	30,4	35,2
Charges sociales sur salaires (patronale et ouvrière)	BC	20,8	27,1	21,8	20,8	20,5	21,2	20,3	22,9	21,4	24,4
Total charges salariales		50,5	64,9	52,7	49,9	49,4	51	49,1	56,5	51,8	59,6
Loyer et charges locatives	BF	63,8	43,4	53,2	46,8	58,7	55,5	48,3	45,1	55,5	40,7
Travaux fournitures et services extérieurs	BH	34,7	35,1	33,2	30,5	30,1	30,9	28,4	33,4	32,5	34,7
Charges sociales personnelles	BK	106	120,7	112,2	110,9	107,9	104,9	97,9	112,2	107,8	101
Total dépenses professionnelles	BR	369,7	391,7	376,5	357,1	366,2	386,7	346,2	373	369,8	362,8
Bénéfice	CP	350,6	423,3	394,4	387	390	402,9	354	418,3	378,5	428
Déficit	CR	2,6	1,2	2,6	1,7	2,7	0,7	1,8	0,9	2,1	1,4
Résultat		348	422,1	391,8	385,3	387,3	402,2	352,2	417,4	376,4	426,6

		Exercice 1997									
Postes	Codes	Département									France
		75	77	78	91	92	93	94	95 IDF		
Total recettes	AG	742,4	827,8	779,1	789,2	781,2	821,3	706,3	821,3	770,6	816,9
Salaires nets et avantages en natures	BB	30,6	38,2	31,0	31,0	30,1	33,5	28,4	34,7	31,5	35,9
Charges sociales sur salaires (patronale et ouvrière)	BC	20,7	26,1	21,3	21,2	20,0	22,9	7,5	22,0	21,3	24,1
Total charges salariales		51,3	64,3	52,3	52,2	50,0	56,4	35,9	56,7	52,8	60,0
Loyer et charges locatives	BF	64,4	48,9	54,2	52,2	61,5	56,8	46,5	46,6	56,6	41,7
Travaux fournitures et services extérieurs	BH	34,7	35,5	32,7	31,6	31,1	32,6	29,0	34,2	33,0	35,2
Charges sociales personnelles	BK	107,9	122,9	113,6	113,6	111,6	107,9	100,5	117,0	110,4	101,7
Total dépenses professionnelles	BR	373,7	394,6	376,6	376,3	377,2	400,6	342,3	387,7	376,4	366,2
Bénéfice	CP	357,9	419,3	383,9	404,5	391,4	405,3	347,1	410,7	380,4	429,4
Déficit	CR	2,4	1,0	2,9	2,2	2,5	1,3	1,2	1,0	2,0	1,4
Résultat		355,5	418,3	381,1	402,3	388,9	404,0	345,9	409,7	378,4	428,0

Table des graphiques et tableaux

Graphiques:

1. Densité des médecins libéraux généralistes au 1er janvier 1998 (carte).	6
2. Densité des médecins libéraux spécialistes au 1er janvier 1998 (carte).	7
3. Pourcentage de médecins libéraux installés en secteur 2 au 1er janvier 1998 (carte).	8
4. Recettes, dépenses professionnelles et revenus moyens en 1997 - Médecins libéraux franciliens et français.	12
5. Recettes moyennes des médecins libéraux franciliens en 1997, par département.	13
6. Dépenses professionnelles moyennes des médecins libéraux franciliens en 1997, par département.	14
7. Revenus moyens des médecins libéraux franciliens en 1997 (carte).	15
8. Revenus moyens des médecins libéraux franciliens en 1997, par département.	15
9. Recettes, dépenses professionnelles et revenus moyens en 1997 - Médecins libéraux généralistes franciliens et français.	17
10. Revenus moyens des médecins généralistes en 1997 (carte).	17
11. Recettes moyennes des médecins libéraux généralistes franciliens en 1997, par département.	18
12. Dépenses professionnelles moyennes des médecins libéraux généralistes franciliens en 1997, par département.	18
13. Revenus moyens des médecins libéraux généralistes franciliens en 1997, par département.	18
14. Recettes, dépenses professionnelles et revenus moyens en 1997 - Médecins libéraux spécialistes franciliens et français.	20
15. Revenus moyens des médecins spécialistes en 1997 (carte).	20
16. Recettes moyennes des médecins libéraux spécialistes franciliens en 1997, par département.	21
17. Dépenses professionnelles moyennes des médecins libéraux spécialistes franciliens en 1997, par département.	21
18. Revenus moyens des médecins libéraux spécialistes franciliens en 1997, par département.	21
19. Evolution des recettes moyennes des médecins libéraux IDF/France de 1990 à 1997.	24
20. Evolution des dépenses professionnelles moyennes des médecins libéraux IDF/France de 1990 à 1997.	25
21. Evolution du revenu moyen des médecins libéraux IDF/France de 1990 à 1997 (indice base 100).	26
22. Evolution du revenu moyen des médecins libéraux IDF/France de 1990 à 1997 (en milliers de francs).	26

23 à 28. Evolution des recettes, des dépenses professionnelles et des revenus moyens à Paris (1990/97), en milliers de francs et en indice base 100.	28
29 à 34. Evolution des recettes, des dépenses professionnelles et des revenus moyens en Seine-et-Marne (1990/97), en milliers de francs et en indice base 100.	29
35 à 40. Evolution des recettes, des dépenses professionnelles et des revenus moyens dans les Yvelines (1990/97), en milliers de francs et en indice base 100.	30
41 à 46. Evolution des recettes, des dépenses professionnelles et des revenus moyens dans l' Essonne (1990/97), en milliers de francs et en indice base 100.	31
47 à 52. Evolution des recettes, des dépenses professionnelles et des revenus moyens dans les Hauts de Seine (1990/97), en milliers de francs et en indice base 100.	32
53 à 58. Evolution des recettes, des dépenses professionnelles et des revenus moyens en Seine-Saint-Denis (1990/97), en milliers de francs et en indice base 100.	33
59 à 64. Evolution des recettes, des dépenses professionnelles et des revenus moyens dans le Val de Marne (1990/97), en milliers de francs et en indice base 100.	34
65 à 70. Evolution des recettes, des dépenses professionnelles et des revenus moyens dans le Val d'Oise (1990/97), en milliers de francs et en indice base 100.	35
71. Dépenses professionnelles moyennes des médecins libéraux d'Ile-de-France en 1997.	38
72. Dépenses professionnelles moyennes des médecins libéraux français en 1997.	38
73. Dépenses moyennes en achats en 1997.	40
74. Dépenses moyennes en frais de personnel en 1997.	40
75. Dépenses moyennes en impôts et taxes en 1997.	41
76. Dépenses moyennes en loyers et charges locatives en 1997.	41
77. Dépenses moyennes en location de matériel et de mobilier en 1997.	42
78. Dépenses moyennes en travaux, fournitures et services extérieurs en 1997.	42
79. Dépenses moyennes en frais de transport et déplacements en 1997.	43
80. Dépenses moyennes en charges sociales personnelles en 1997.	43
81. Evolution du poste "Salaires, avantages" en base 100- 1990/97	44
82. Evolution du poste "Loyers et charges locatives en base 100 - 1990/97	44
83. Evolution du poste "Travaux, fournitures et services extérieurs" en base 100 - 1990/97	45
84. Evolution du poste "Charges sociales personnelles" en base 100 - 1990/97	45

Tableaux (en annexes):

1. Recettes, dépenses professionnelles et résultats des médecins libéraux franciliens en 1997 (en milliers de francs)	47
2. Recettes, dépenses professionnelles et résultats des médecins libéraux généralistes franciliens en 1997 (en milliers de francs)	48
3. Recettes, dépenses professionnelles et résultats des médecins libéraux spécialistes franciliens en 1997 (en milliers de francs)	49
4 à 11. Principaux postes de recettes, dépenses et revenus de 1990 à 1997.	50
	51

Document réalisé par Anne LEPICARD, chargée de mission.

Graphique 18 :

